



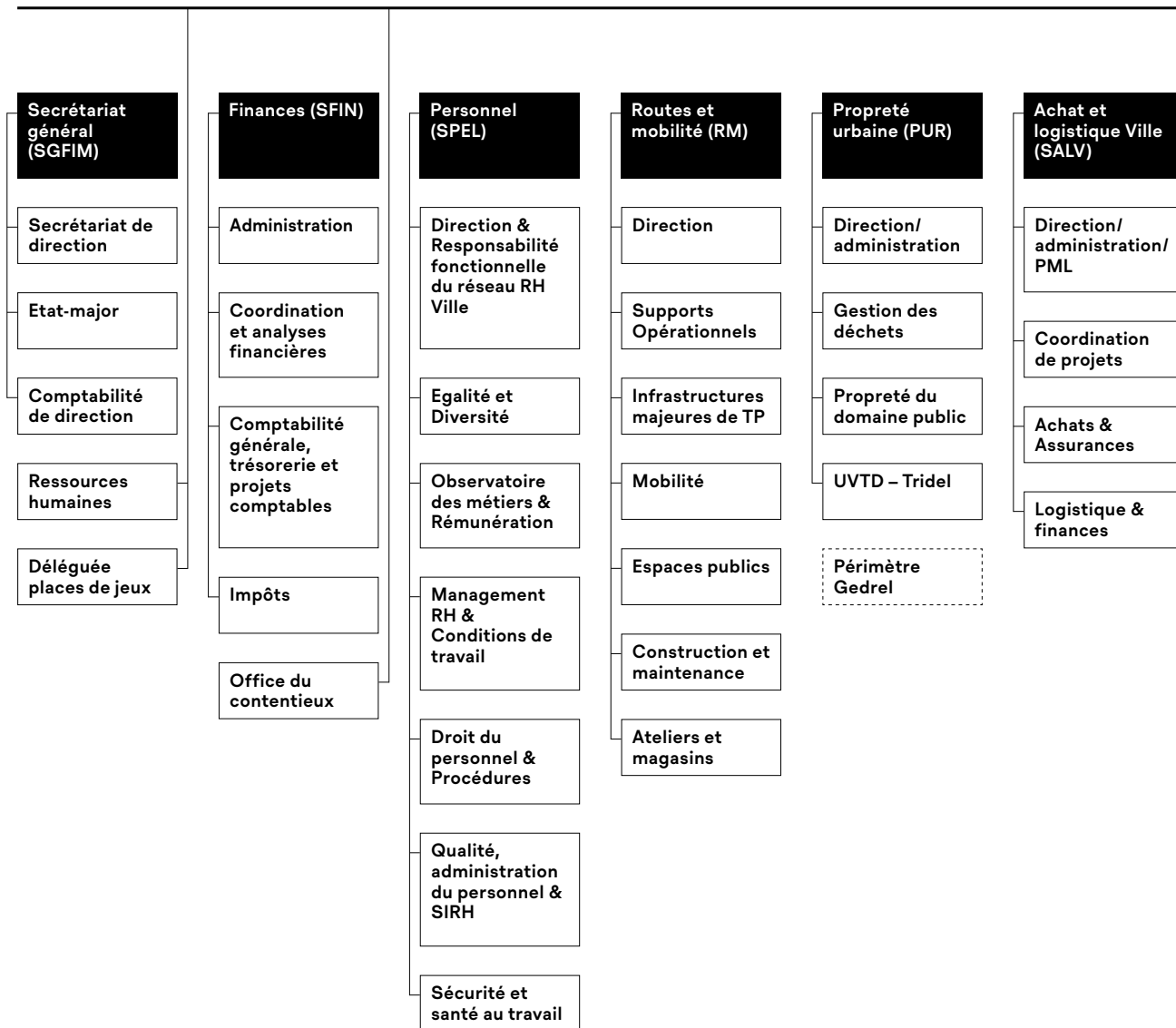


# Direction des finances et de la mobilité



# Direction des finances et de la mobilité (FIM)

## Directrice



La Municipalité a déployé sa politique de mobilité et des espaces publics en favorisant la mobilité active et les transports publics. Ainsi, l'année 2020 a été marquée par la réalisation de près de vingt nouvelles zones de rencontre, de sept zones 30 et de 7.66 km d'aménagements cyclables dans le cadre des mesures d'accompagnement liées à la crise sanitaire et la coordination des projets d'infrastructures majeurs (tunnel du LEB, futurs chantiers du m2/m3 et du tramway t1 et la gare de Lausanne). La Municipalité a aussi travaillé sur sa stratégie de requalification des espaces publics majeurs, en confiant notamment la réalisation du diagnostic du centre-ville à un bureau européen spécialisé, qui a formulé une série de recommandations stratégiques qui permettront d'en améliorer la qualité.

La Municipalité a concrétisé sa stratégie visant à améliorer la visibilité des femmes dans l'espace public avec la rédaction d'un ouvrage honorant cent femmes qui ont marqué la vie lausannoise, la pose de la première plaque commémorative (dédiée à Jaquette de Clause), l'attribution du nom «place du 14-Juin» au lieu-dit «place Saint-Laurent» et l'introduction d'une page internet ([www.lausanne.ch/100femmes](http://www.lausanne.ch/100femmes)).

La Ville a poursuivi sa politique de gestion financière rigoureuse en poursuivant en parallèle le déploiement de son Plan structurel d'amélioration financière II (PSAF II) afin d'améliorer, de manière pérenne, les finances de la Ville de CHF 35 millions. Cet objectif sera atteint dans le cadre du budget 2021 au vu des prévisions budgétaires.

La réglementation relative à la rémunération et aux conditions cadre du personnel auxiliaire a été clarifiée et un 13<sup>e</sup> salaire a été introduit; cette réforme permet de valoriser les salaires en fonction de l'âge des titulaires et des exigences liées à l'activité et d'élargir l'offre des congés spéciaux.

Soucieuse de soutenir l'insertion professionnelle des jeunes Lausannoises et Lausannois, dont la situation s'est aggravée suite à la crise sanitaire et économique, la Municipalité a créé 22 places d'apprentissage supplémentaires et engagé 31 apprenti-e-s à l'issue de leur formation.

La lutte contre la présence des tags sur l'espace public et privé a été intensifiée avec la conclusion de plus 130 partenariats public/privé autorisant la Ville à intervenir sur les immeubles concernés.

La Municipalité a poursuivi sa politique de développement durable ambitieuse, avec notamment l'acquisition de huit véhicules 100% électriques et la mise en œuvre de nouveaux projets favorisant l'économie circulaire.

# Secrétariat général (SGFIM)

## Principales missions du service

### Direction et administration

- appui sur les enjeux stratégiques
- préparation et suivi des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction
- contacts avec la presse, en appui des services de la direction
- communication interne et externe de la direction
- direction de projets stratégiques ou transversaux
- coordination administrative transversale au sein de la direction
- suivi des participations et des subventions
- secrétariat de la directrice

### Places de jeux

- planification, conception et gestion des places de jeux
- déléguée du Bureau de la prévention des accidents à la sécurité pour la Ville de Lausanne
- conseil auprès des différents services de la Ville pour l'aménagement et la sécurité des places de jeux

### Comptabilité de direction

- établissement, pour la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes
- responsabilité, entre autres, du contrôle budgétaire, du respect des règles administratives, de la passation des écritures, de l'enregistrement des factures et de la gestion administrative et comptable du personnel de la direction
- gestion administrative et comptable de la subvention annuelle de CHF 80.– par habitant-e
- tenue de la comptabilité des sociétés Gedrel S.A., Parking-Relais lausannois S.A. et Boisy TV S.A.

### Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaborateur-trice-s, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits
- responsabilité de la gestion des ressources humaines des services SGFIM, SFIN, SALV et SPEL

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité FIM	6.00	6.00	6.00	6.00
Direction FIM	4.30	4.30	4.30	4.30
Places de jeux	0.80	0.80	0.80	0.80
Ressources humaines	2.80	2.80	2.80	2.80
<b>Total service</b>	<b>13.90</b>	<b>13.90</b>	<b>13.90</b>	<b>13.90</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.00</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité FIM	7	6.00	7	6.00
Direction FIM	6	4.30	6	4.30
Places de jeux	1	0.80	1	0.80
Ressources humaines	3	2.80	3	2.80
<b>Total service</b>	<b>17</b>	<b>13.90</b>	<b>17</b>	<b>13.90</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Comptabilité FIM	-	1
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>1</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	-	-
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>0</b>

**Evènements marquants**

Le Secrétariat général a coordonné la mise en place du plan de continuité afin de faire face à la crise sanitaire; la cellule RH a été particulièrement sollicitée dans la gestion de la crise en assurant la coordination entre l'Etat-major DIAM (Directives d'intervention en cas d'accident majeur), le SPEL et les employé-e-s de la direction. Elle et a été impliquée dans les projets de réorganisation des services dédiés.

**Principales activités 2020****Etat-major**

Le Secrétariat général a veillé à la bonne coordination des dossiers transversaux au sein de la direction, a apporté un appui stratégique général ainsi qu'un support particulier durant la crise. Il a poursuivi la mise en place du suivi des participations et des subventions de la Ville qui s'est concrétisée par la mise en place de lettres de mission pour les institutions revêtant un caractère stratégique et/ou financier important. Il a été répondu, avec l'appui des différents services de la direction, à plus de 200 courriers/courriels (150 en 2019).

La concrétisation du développement de la politique publique des places de jeux s'est poursuivie avec le réaménagement de divers projets d'espaces de jeux (Château de Beaulieu, Parc des Bosson, Champ du



Grand-Chêne), l'expertise et la sécurisation de places de jeux existantes, notamment la Place de Milan, et le déploiement de la place de jeux itinérante L'Akabane sur l'ensemble du territoire lausannois. La déléguée aux places de jeux a également planché sur les projets à venir (parc de la Solitude, Mon-Repos, Montbenon, Faverges, etc.). La brochure Jouer & explorer, présentant la centaine de places de jeux de la Ville, a été publiée en août 2020 et les pages internet y afférentes mises à jour.

### Subvention80

Le versement de la subvention80 pour l'année 2019 a démarré en mai 2020 pour atteindre un taux de versement de 94.9% en fin d'année. Le droit à la subvention80 pour la période 2018 s'est éteint au 31 décembre 2020, avec un taux de versement de 97.4% (97.3% en 2017).

## Service des finances (SFIN)

### Principales missions du service

#### Administration

— secrétariat de la Commission permanente des finances

#### Coordination et analyses financières

- gestion des processus de réalisation du budget et du plan des investissements
- préparation des préavis relatifs au budget et aux comptes
- suivis budgétaire, de la trésorerie et des investissements à l'intention de la Municipalité
- collaboration à la notation financière de la Ville
- analyses techniques et financières diverses

#### Comptabilité générale

- gestion du processus et bouclage des comptes
- gestion du plan comptable, du logiciel informatique, supervision de la comptabilité de la Ville ainsi que de quelques fonds et fondations
- gestion de la trésorerie et de la dette
- gestion du suivi financier des cautionnements, subventions et des participations
- soutien à l'implémentation du système de contrôle interne

#### Impôts

- tenue à jour des rôles spéciaux d'impôts des contribuables lausannois-e-s et relations avec l'Administration cantonale des impôts et l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois
- suivi des dossiers de répartitions intercommunales d'impôts et contrôle des domiciles secondaires
- organisation et gestion du bureau d'information fiscale en collaboration avec l'Office d'impôt

#### Contentieux

- recouvrement des créances de la Ville et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des montants dus aux Services industriels et à l'Office d'impôt
- gestion de la caisse communale

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contentieux	16.00	15.00	15.60	13.60
Coordinat. & analyses financ.	4.00	3.95	3.95	3.95
Cpta Gén.trésorerie projets	13.30	11.85	13.00	13.00

Direction – SFIN	1.75	1.75	2.50	1.75
Impôts	3.00	3.00	3.00	3.00
<b>Total service</b>	<b>38.05</b>	<b>35.55</b>	<b>38.05</b>	<b>35.30</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.00</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Contentieux	17	15.00	15	13.60
Coordinat. & analyses financ.	4	3.95	4	3.95
Cpta Gén.trésorerie projets	13	11.85	15	13.00
Direction – SFIN	2	1.75	2	1.75
Impôts	3	3.00	3	3.00
<b>Total service</b>	<b>39</b>	<b>35.55</b>	<b>39</b>	<b>35.30</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

### Apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
	–	–
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	3	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	2
Départ à la retraite	–
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>3</b>

## Evènements marquants

Dès le début de la crise sanitaire, le service a assuré le paiement des factures aux différents fournisseurs dans les meilleurs délais, tout en accélérant et simplifiant leur traitement. Il a également procédé à la révision du plan des investissements et accéléré ainsi les investissements prioritaires, ce qui a permis d'injecter près de CHF 100 millions dans l'économie.

Le service poursuit et coordonne la mise en œuvre du projet visant à remplacer le système comptable actuel GEFI par un ERP financier d'ici la fin de la législature et poursuit activement ses travaux afin de



cartographier, uniformiser et simplifier les processus comptables et financiers au sein de la Ville. Le préavis N°2019/22 y relatif «*Implémentation d'un nouveau système d'information financier au sein de la Ville (SIF)*» a été validé en juin 2019 par le Conseil communal. Le premier budget devrait être saisi dans le nouvel ERP en 2022 et les premiers comptes d'exploitation dès 2023.

## Principales activités 2020

### Direction

#### Dette communale

En 2020, 52 opérations d'emprunts à court terme (moins d'une année) ont été conclues. Quatre emprunts à long terme ont été effectués pour CHF 400 millions et CHF 210 millions, ont été remboursés.

#### Information fiscale (BIF)

En collaboration avec l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois, le Bureau d'information fiscale a ouvert ses portes du 10 février au 13 mars 2020. Une équipe de six taxateur-trice-s a répondu à 4'697 personnes, pour lesquelles 4'505 déclarations d'impôt ont été remplies. Ce service gratuit est très apprécié tant des Lausannois-e-s que de l'administration cantonale qui a bénéficié de dossiers pré-taxés.

#### Impôt sur les chiens

Au 31 décembre 2020, 4'369 chiens étaient inscrits au rôle. L'émolument communal frappant l'inscription de tout nouveau chien a permis la facturation de 786 bordereaux, générant CHF 18'340.- de recettes.

#### Frontalier-ère-s

Les éléments traités en 2020 correspondent aux salaires 2019:

	2018	2019
nombre frontalier-ère-s	6'552	7'307
employeurs	1'095	1'182
impôts (en CHF)	11'639'074	13'812'872

L'Administration cantonale des impôts a engagé des forces supplémentaires et a modifié la procédure pour la transmission des données par les employeurs. Ces nouveaux facteurs ont permis un rattrapage consécutif à des années antérieures et un meilleur suivi.

#### Résidences secondaires

En 2020, 347 procédures (questionnaires) ont été engagées. 150 nouvelles domiciliations fiscales ont été forcées pour la période fiscale 2019 et 86 dossiers sont encore en examen auprès de l'Administration cantonale des impôts. A titre d'exemple, les domiciliations fiscales forcées ayant une décision de taxation pour la période fiscale 2018 (95% des dossiers ont été facturés jusqu'à fin 2020) ont généré une recette de CHF 594'487.-.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les taxations établies et l'impôt communal facturé, sur la base des cas dont le rôle a été forcé:

Périodes fiscales forcées	Périodes fiscales taxées (en CHF)				
	2015	2016	2017	2018	2019
2015	1'188'363.-	1'206'808.-	1'000'401.-	805'880.-	492'370.-
2016	-	795'146.-	699'863.-	595'789.-	459'508.-
2017	-	-	620'476.-	556'669.-	383'195.-
2018	-	-	-	594'487.-	392'411.-
2019	-	-	-	-	305'351.-

\*selon l'année, un certain nombre de dossiers sont encore à taxer par l'Office d'impôt

#### Contentieux

Le nombre d'affaires en cours s'élevait à 44'636 à fin 2020, représentant un montant d'un peu plus de CHF 19.1 millions. Le nombre d'affaires a diminué par rapport à 2019, en partie à cause de la crise sanitaire (l'envoi des poursuites a été suspendu durant le printemps) et également du fait de la fin de rattrapage des procédures suite à la mise en production du nouveau logiciel.

La cellule chargée du recouvrement des actes de défaut de biens a encaissé la somme de CHF 340'509.70, ce qui constitue un résultat satisfaisant compte tenu de la crise sanitaire et du montant moyen assez faible des actes de défaut de biens et de l'ancienneté d'une partie de ceux-ci. Le montant total recouvré entre le printemps 2014 et la fin de l'année 2020 s'élève à CHF 3'464'152.60. L'ensemble des opérations liées aux actes

de défaut de biens représente 26'267 affaires à fin 2020, pour un montant de CHF 18.7 millions. Ces affaires s'ajoutent à celles qui figurent ci-dessus.

## Service du personnel (SPEL)

### Principales missions du service

#### Direction

- pilotage centralisé des processus de gestion des ressources humaines au sein de toute l'administration
- coordination du réseau RH Ville, décentralisé dans les services communaux (env. 100 personnes)
- coordination et participation aux rencontres régulières entre la délégation municipale aux affaires du personnel (DMAP) et les partenaires sociaux
- gestion du service et conduite du personnel
- lancement et supervision des projets stratégiques et transversaux du service
- développement et promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de la diversité dans l'administration
- gestion du contentieux relatif au nouveau système de rémunération

#### Observatoire des métiers et rémunération (OMR)

- pilotage du système de rémunération du personnel communal et des mécanismes salariaux
- gestion des processus paie et contrôles des salaires, des assurances sociales et de l'imposition
- gestion déléguée des allocations familiales
- expertises et contrôles des notes à la Municipalité relatives à des mesures particulières ou exceptionnelles de rémunération individuelle
- expertise et audits dans le domaine de la réorganisation des services de l'administration
- développement et gestion du monitoring RH de la Ville

#### Management RH & Conditions de travail (MRH & CT)

- gestion globale du développement RH (formation) et de l'apprentissage (+ de 200 apprenti·e·s de la Ville)
- conciliation vie privée – vie professionnelle
- appui aux services sur les questions d'aménagement du temps de travail (ATT) et de gestion des absences et congés
- pilotage des processus de recrutement et de mobilité interne
- participation à la gestion des garderies communales offrant des places au personnel de la Ville
- consultation sociale d'entreprise

#### Droit du personnel et procédures (DPP)

- répondant des services de la Ville pour les questions juridiques relevant du personnel
- expertise et appui dans le déroulement de procédures relatives à la gestion du personnel
- gestion des dossiers litigieux

#### Qualité, administration du personnel & SIRH (QUASYS)

- gestion administrative du personnel (de l'embauche à la fin d'emploi)
- gestion informatisée des processus RH (maintenance et intégration du système d'information; support et formation)
- conduite de projets en lien avec le système d'information des ressources humaines (SIRH)
- gestion de l'ERP PeopleSoft, des projets et des formations au réseau RH y relatifs

## Effectif du personnel

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Cellule contentieux syst. rém.	5.00	5.40	5.00	5.10
Direction SPEL	5.00	4.50	2.80	2.90
Droit du personnel & procédure	5.50	5.40	5.50	5.40
Etat-major	-	-	3.60	2.90
Management RH & cond. Travail*	12.85	10.35	12.55	11.45
Observ. Métiers & rémunération	13.10	13.30	13.70	12.80
Qualité, Adm. du pers. & SIRH	9.40	9.70	10.10	8.50
Santé et sécurité au travail	-	-	11.05	7.40
<b>Total service</b>	<b>50.85</b>	<b>48.65</b>	<b>64.30</b>	<b>56.45</b>

\*Transfert du PML du SPEL au SALV

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+13.45</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Cellule contentieux syst. rém.	7	5.40	6	5.10
Direction SPEL	5	4.50	3	2.90
Droit du personnel & procédure	6	5.40	6	5.40
Etat-major	-	-	3	2.90
Management RH & cond. Travail*	12	10.35	13	11.45
Observ. Métiers & rémunération	16	13.30	15	12.80
Qualité, Adm. du pers. & SIRH	11	9.70	9	8.50
Santé et sécurité au travail	-	-	9	7.40
<b>Total service</b>	<b>57</b>	<b>48.65</b>	<b>64</b>	<b>56.45</b>

### Apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Centre de formation	23	27
<b>Total service</b>	<b>23</b>	<b>27</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	12	10
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	1
<b>Total service</b>	<b>15</b>	<b>11</b>

Une des embauches concerne un transfert entre services effectué par étapes.

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	3
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-

Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>12</b>

## Administration du personnel de la Ville

### Tableau des effectifs/postes

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2020

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (D-C)
	A	B	C	D	E
Culture et développement urbain	310	245.17	258.62	13.45	5.2%
Secrétariat municipal	73	64.95	68.05	3.10	
Secrétariat général	43	35.70	38.40	2.70	
Service de la culture	71	52.85	54.25	1.40	
Service bibliothèques et archives de la Ville	76	50.52	52.02	1.50	
Service de l'urbanisme	39	33.65	37.40	3.75	
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	8	7.50	8.50	1.00	
Sécurité et économie	1279	1'195.25	1'243.27	48.02	3.9%
Secrétariat général	40	28.05	28.80	0.75	
Corps de police	695	658.80	678.20	19.40	
Service de protection et de sauvetage	239	222.85	225.72	2.87	
Service du contrôle des habitants	42	37.90	39.70	1.80	
Service de l'économie	57	50.25	55.65	5.40	
Service de l'eau	206	197.40	215.20	17.80	
Sports et cohésion sociale	668	569.51	643.56	74.05	11.5%
Secrétariat général	20	16.00	17.20	1.20	
Service des sports	96	87.86	88.86	1.00	
Service social de Lausanne	293	238.15	264.05	25.90	
Service du travail	177	159.90	201.95	42.05	
Service des assurances sociales	82	67.60	71.50	3.90	
Logement, environnement et architecture	636	539.95	571.34	31.39	5.5%
Secrétariat général	26	21.10	23.10	2.00	
Service du cadastre	35	32.30	33.20	0.90	
Service du logement et des gérances	159	92.65	102.19	9.54	
Service d'architecture	31	27.50	30.80	3.30	
Service des parcs et domaines	298	284.20	296.65	12.45	
Service d'organisation et informatique	87	82.20	85.40	3.20	
Enfance, jeunesse et quartiers	1371	837.63	891.99	54.36	6.1%
Secrétariat général	130	87.76	98.26	10.50	
Service d'accueil de jour de l'enfance	704	476.24	506.37	30.13	
Service des écoles primaires et secondaires	402	182.18	191.83	9.65	
Service de santé et prévention	63	43.05	45.63	2.58	
Service de psychologie scolaire	72	48.40	49.90	1.50	
Finances et mobilité	693	654.93	692.98	38.05	5.5%
Secrétariat général	17	13.90	13.90	0.00	
Service des finances	39	35.30	38.05	2.75	
Service du personnel	64	56.45	64.30	7.85	
Service achat et logistique Ville	42	39.23	40.23	1.00	
Service des routes et de la mobilité	193	183.00	199.30	16.30	
Service de la propreté urbaine	338	327.05	337.20	10.15	



	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (D-C)
	A	B	C	D	E
Direction des services industriels	537	501.73	544.46	42.73	7.8%
Secrétariat général	28	26.00	28.10	2.10	
Services partagés	68	52.63	57.03	4.40	
Service commercial	98	89.85	97.15	7.30	
Service patrimoine	95	90.25	101.78	11.53	
Service production	91	89.05	95.25	6.20	
Service réseaux	157	153.95	165.15	11.20	
<b>Total Ville au 31.12.2020</b>	<b>5'494</b>	<b>4'544.17</b>	<b>4'846.22</b>	<b>302.05</b>	<b>6.2%</b>
Total ville au 31.12.2019	5'461	4'514.44	4'793.85	279.41	5.8%
Variation	33	29.73	52.37	22.64	
Répartitions Femmes/Hommes	Femmes	Hommes	Total	Plein temps	Temps partiel
Effectifs au 31.12.2020	2'576	2'918	5'494	3'042	2'452
Effectifs au 31.12.2019	2'542	2'919	5'461	3'042	2'419
Variation	34	-1	33	0	33
En % au 31.12.2020	46.9%	53.1%		55.4%	44.6%
En % au 31.12.2019	46.5%	53.5%		55.7%	44.3%

\* inclus le personnel en congé non payé

\*\* ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2020

## Evènements marquants

Le service a été fortement impacté par la mise en œuvre des différentes directives fédérales et cantonales Covid19. Il s'agissait de proposer à la Municipalité des mesures et règles cohérentes et harmonisées à mettre en place au fil des différentes étapes de la crise sanitaire, d'appuyer les services dans le déploiement et la gestion quotidienne et d'assurer le suivi et le reporting pour la Municipalité. Une foire aux questions (FAQ) a été mise en place à l'attention du management et du personnel. Le SPEL a pu assurer l'ensemble des prestations, grâce notamment à la mise en place du traitement électronique de plusieurs processus RH et au télétravail, tout en concrétisant plusieurs projets importants.

## Principales activités 2020

### Administration du personnel de la ville

En application de l'article 35 du règlement pour le personnel de l'administration communale, la Municipalité publie dans son rapport de gestion le classement des fonctions et les modifications qu'elle y apporte. Pour cet exercice aucune modification n'a été opérée.

## Direction

La déléguée à l'égalité et à la diversité a bénéficié du soutien d'une collaboratrice engagée en emploi temporaire (60%) entre mars et août 2020, puis d'une collaboratrice auxiliaire (80%) dès le mois d'octobre.

### Personnel auxiliaire

La réglementation relative à la rémunération et aux conditions cadre du personnel auxiliaire a été clarifiée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020 après avoir fait l'objet d'une consultation auprès des partenaires sociaux. Les nouveaux barèmes de rémunération incluent le versement d'un 13<sup>e</sup> salaire et l'harmonisation des normes applicables en la matière. Cette réforme permet une valorisation des salaires en fonction de l'âge du ou de la titulaire et des exigences liées à l'activité. L'introduction d'une réglementation claire et stricte en matière de reconduction d'un contrat de durée déterminée et l'élargissement de l'offre des congés spéciaux a permis d'améliorer leurs conditions de travail. Ainsi, le personnel auxiliaire bénéficie désormais, en sus des congés légaux, de congés sans compensation de deux jours en cas de décès d'un proche, d'une demi-journée

pour l'inspection militaire et d'un jour pour mariage, au prorata du taux d'activité, d'un jour en cas de déménagement, également au prorata de son taux d'activité, ainsi que de congés sans compensation pour visites médicales, pour enfant malade et proches-aidants. Enfin, les auxiliaires mensualisé-e-s bénéficient aussi des prestations du Plan de mobilité.

### **Coordination du Réseau RH Ville**

La première moitié de l'année a été consacrée à la communication et à la mise en œuvre de la nouvelle structuration du réseau RH. Avec le Comité consultatif RH Ville (CCRHV), l'unité a consolidé la gouvernance RH afin de remonter les problématiques terrain et de consolider la collaboration. La structure et le fonctionnement du réseau mis en place ont notamment démontré son efficacité dans le cadre de différentes phases de gestion de la crise sanitaire. Parallèlement, une formation de base pour le réseau RH a été mise sur pied avec l'ensemble des spécialistes du SPEL et avec le soutien de l'unité Développement & apprentissage. Enfin, un Portail RH a été mis à disposition de l'ensemble du Réseau RH, qui propose la documentation et les liens utiles concernant l'entrée, le suivi et la sortie d'une collaboratrice ou d'un collaborateur.

### **Projet stratégiques et transversaux**

L'année 2020 a permis commencer l'amélioration des processus administratifs grâce à la mise en œuvre de deux actions principales:

- la révision du parcours de validation décisionnel des processus RH au sein de la Ville, qui a bénéficié des enseignements tirés de la situation de pandémie, la mise en place du télétravail permettant de mettre en évidence de manière très concrète les nécessités de simplification;
- le démarrage d'un chantier d'envergure avec le projet e-processus, qui participe à la stratégie de simplification administrative des processus Ville, en dématérialisant dans l'ERP l'ensemble processus de gestion RH. Ce projet nécessite un investissement important en termes de ressources, tant au niveau du SPEL qu'au niveau du Service d'organisation et d'informatique et va se poursuivre tout au long de l'année 2021 et probablement sur une partie de l'année 2022. Il poursuit quatre objectifs majeurs:
  1. l'allègement de la charge de travail en supprimant les actions menées en doublons;
  2. l'amélioration des temps de traitement;
  3. la simplification et clarification des circuits décisionnels;
  4. une répartition plus égalitaire des ressources.

### **Egalité et diversité**

La stratégie de visibilisation des femmes dans l'espace public a connu ses premiers développements, avec l'octroi d'un mandat à deux historiennes chargées d'identifier les femmes qui ont marqué la vie lausannoise dans différents domaines au cours des siècles; l'ouvrage présentant le portrait de cent de ces femmes sera publié en mars 2021 chez Antipodes. Une première plaque commémorative liée à cette recherche historique a été inaugurée en décembre au Château d'Ouchy: elle honore la mémoire de Jaquette de Clause, première Vaudoise à avoir été emprisonnée et torturée dans ce lieu pour acte de sorcellerie. Enfin, les restrictions sanitaires ont empêché la tenue de plusieurs événements, en particulier la table-ronde «Les villes ont-elles un genre?», prévue en mai 2020, et l'inauguration de la Place du 14-Juin, prévue en juin 2020.

Le rapport-préavis N° 2019/28 «*Intentions municipales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'administration lausannoise*» a été accepté par le Conseil communal en mai 2020 et mis en œuvre. Un nouveau «Guide pratique pour une rédaction inclusive» a été publié, qui émet des recommandations pour une rédaction épiciène et inclusive (différentes identités de genre et de types de famille, par exemple homo-parentales). Des ateliers pratiques à destination du personnel ont été proposés dès novembre 2020. La Ville a participé pour la première fois au Diversity Benchmark de l'Université de St-Gall, organisé spécifiquement pour les administrations publiques (participation de sept administrations).

Le congé «proches aidant-e-s» a été introduit pour permettre aux collaboratrice-teur-s de soutenir un-e proche malade ou accidenté-e. Trois espaces allaitement ont été mis à disposition des collaboratrices (Chauderon, Port-Franc et Palud). La réglementation a également été modifiée, dans le but de faciliter l'allaitement par les collaboratrices qui reprennent leur activité professionnelle.

Enfin, une déclaration de principe sur le harcèlement sexuel au travail a été diffusée au personnel de l'administration communale, de même qu'une courte vidéo, qui clarifie la position de la Municipalité à l'égard de toute forme de harcèlement au travail. La conception du projet-pilote de formation des cadres et responsables RH et de sensibilisation du personnel dans deux services a quant à lui été poursuivie.

La Ville de Lausanne n'a pas pu accueillir les enfants des collaboratrice-teur-s comme elle le fait depuis 2003 dans le cadre de la Journée «Oser tous les métiers» (JOM) en raison des restrictions sanitaires.

### **Cellule de gestion du contentieux relatif à l'introduction du nouveau système de rémunération (CCSR)**

Au 31 décembre 2020, sur les 955 dossiers transmis par la Commission de recours individuel (CRI) à la CCSR, 921 avaient été traités et 34 étaient en cours d'examen.

<b>Décisions de classification/avenants confirmés par la CRI</b>	<b>733</b>
– dont recours rejetés	726
– dont recours déclarés irrecevables	7
<b>Décisions de classification/avenants modifiés</b>	<b>92</b>
– dont recours admis par la CRI	24
– dont conventions conclues dans le cadre de recours	68
<b>Dossiers en cours de traitement</b>	<b>130</b>
– dossiers traités par la CCSR	34
– dossiers en attente d'une décision de la CRI	96
<b>Total</b>	<b>955</b>
<hr/>	
Nb de dossiers archivés par la CRI	779
Nb de dossiers pendants auprès du Tribunal cantonal	4

## Observatoire des métiers & Rémunération

### Nouvelle modalité de rémunération du personnel auxiliaire

Le domaine a travaillé à l'introduction des nouveaux barèmes de rémunération pour le personnel auxiliaire, afin d'introduire:

- le versement d'un 13<sup>e</sup> salaire;
- des modalités de valorisation régulière et automatique des tarifs en fonction de l'âge;
- une meilleure prise en compte des exigences requises pour l'exercice de l'activité auxiliaire et leur valorisation.

### Organisation, rémunération et monitoring (ORM)

Un support de formation relatif au contrôle et à la validation des fixations de salaires initiaux (FSI) a été développé et une première session de formation proposée aux partenaires du réseau RH. Des formations ont également été proposées aux utilisateur-trice-s de la solution «cockpit RH» afin d'explorer ces tableaux de bord et indicateurs de manière dynamique. L'unité a encore été active dans les déterminations techniques, en collaboration avec la Cellule du contentieux, du nouveau système de rémunération (CCSR).

### Salaires et assurances sociales (S&A)

La section a effectué le versement des salaires du personnel de la Ville dans le respect des délais imposés; elle a édité 8'470 certificats de salaires. Toutes les tâches ont pu être transférées malgré la mise en place du télétravail, sans dégradation des prestations.

En parallèle, elle a mené des paramétrages et validation de paie en test pour garantir le succès de la mise en place du projet lié aux modifications des conditions de rémunération des auxiliaires selon les barèmes validés par la Municipalité.

La caisse déléguée d'allocations familiales a versé CHF 12'436'506.- d'allocations familiales à 1'771 bénéficiaires.

Durant l'année 2020, 1'226 annonces de déclaration d'accident ont été vérifiées et transmises aux assureurs LAA AXA et SUVA.

## Management RH & Conditions de travail (MRH&CT)

### Développement et apprentissage

Le Centre d'éducation permanente pour la formation continue du personnel (CEP) a enregistré 336 inscriptions aux cours catalogues pour un total de 674 journées individuelles de formation et 565 inscriptions aux programmes spéciaux, représentant 410 jours de formation (cours réservés uniquement aux employé-e-s de la Ville et pris en charge par les services et/ou le budget alloué aux services par le SPEL, ceux-ci étant obligatoires). On relève la participation de 131 personnes aux formations dites sur mesure (FSM), dans le cadre de 9 mandats.

La crise sanitaire a fortement perturbé la fréquentation des cours en présentiel et le CEP a mis en place, en collaboration avec la Ville, plusieurs cours en ligne. Au total ce sont 8 nouveaux cours à distance et une dizaine de sessions qui ont été organisés fin 2020.

La Municipalité a œuvré pour soutenir les jeunes Lausannoises et Lausannois dans leur transition vers le monde professionnel, rendue plus difficile par la crise sanitaire et économique. Dès lors, 22 places d'apprentissage supplémentaires ont été créées sur un total de 95 apprenti-e-s de 1<sup>re</sup> année pour la rentrée 2020. De plus, 31 apprenti-e-s sortant-e-s, sur 68 promu-e-s, ont été engagé-e-s avec un contrat d'auxiliaire à l'issue de

leur formation. A la rentrée scolaire 2020, l'administration communale comptait au total 206 apprenti-e-s, formé-e-s dans une trentaine de professions en vue d'obtenir un certificat fédéral de capacité (CFC) ou une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

Le centre de formation des apprenti-e-s du SPEL (CFO) s'est agrandi et compte désormais 23 apprenti-e-s employé-e-s de commerce et 4 médiaticien-ne-s. Tout-e-s les apprenti-e-s du CFO ont terminé avec succès leur formation (9 au total) et ont été engagé-e-s en qualité d'auxiliaires dans différents services de la Ville après l'obtention de leur CFC.

### Qualité de vie au travail

Le déploiement du projet Aménagement du temps de travail (ATT) est arrivé à son terme en 2018. Les 40 services de l'administration appliquent la nouvelle réglementation et environ deux tiers des collaborateur-trice-s (3'800) gèrent leur temps de travail sur le logiciel TimeTool. Le solde n'est pas en mesure de l'utiliser pour des raisons de contraintes horaires et d'accessibilité, comme notamment les sapeuses-pompières et sapeurs-pompier-s, le personnel de terrain du Corps de police ainsi que quelques divisions et unités du Service d'accueil de jour de l'enfance et du Service des écoles primaires et secondaires (SEP+S).

L'unité a poursuivi le déploiement du programme Bien-être au travail et gestion des absences (BEST), en vue d'une mise en œuvre généralisée à fin 2020. Le SOI et le SEP+S ont clôturé ce déploiement.

Les formations BEST destinées aux cadres des services ainsi qu'aux nouvelles et nouveaux cadres nommés en 2020, ont été réparties de la façon suivante:

Type de formation	Nombre de sessions de formations	Nombre de participant-e-s
Cours de base (1 jour)	4 (3 ayant dû être annulées en raison du Covid-19)	56
Retour d'expérience (1/2 jour)	9	62

Les indicateurs mis en place ont permis d'identifier 396 cas d'absence de courte durée répétée, occasionnant des entretiens BEST dans l'ensemble des services. La prestation de garde d'enfants pour le personnel est gérée par le comité de l'association des garderies de Tivoli et Vinet au travers de l'association Les Toupies à laquelle participe l'unité.

### Espace Enfance Vinet

Nombre de places au total	Taux d'occupation moyen	Places occupées par les employé-e-s	Taux d'employé-e-s habitants Lausanne	Part financée par le SPEL	Part financée par le SAJE
44	88.85%	15.86	44%	32.09%	67.91%

### Garderie de Sébeillon-Est

Nombre de places au total	Taux d'occupation moyen	Places occupées par les employé-e-s	Taux d'employé-e-s habitants Lausanne	Part financée par le SPEL	Part financée par le SAJE
44	80.68%	5.85	56%	12.54%	84.24%

Par ailleurs, la prestation d'accueil d'urgence pour le personnel communal a apporté une solution de garde à deux familles durant l'année.

Concernant la consultation sociale, 159 personnes ont été suivies en 2020, dont 52 nouvelles situations. S'y ajoutent des entretiens téléphoniques qui n'ont pas donné lieu à une ouverture de dossier; ils se sont principalement concentrés sur la période post-confinement et la seconde vague, avec une augmentation forte à l'approche de la fin de l'année du nombre d'entretiens téléphoniques.

11 personnes ont bénéficié d'un soutien du Fonds de secours en faveur du personnel communal, pour un total de CHF 32'594.10. Le Comité du Fonds de secours a statué et accepté dix nouvelles demandes pour un montant total de CHF 29'722.55.

### Recrutement et mobilité professionnelle

L'unité a assuré la publication de 394 offres d'emploi en format digital (portail emploi Ville de Lausanne et plateforme Monster.ch) et de 124 postes dans la presse. Le développement d'une collaboration plus étroite avec le journal 24Heures a permis le placement optimal de nos annonces dans la rubrique Fonction publique du cahier Emploi. Une phrase spécifique valorisant l'égalité et la diversité a été introduite dans toutes nos annonces presse. Un partenariat a été signé avec le groupe JobCloud incluant la publication des annonces d'emploi de la Ville de Lausanne sur le site jobup.ch et l'utilisation gratuite d'un outil de gestion de candidatures. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2020 la plateforme jobup.ch a remplacé la plateforme monster.ch et tout le réseau RH de la Ville jouit depuis d'une gestion automatisée des dossiers de candidatures permettant un gain de temps important, un suivi de qualité, une marque employeur et une expérience candidat renforcées.



## **Droit du personnel et procédures (DPP)**

Suite à l'adoption, par le canton de Vaud, le 20 mars 2020, d'une Directive relative aux procédures administratives au sein des administrations cantonales et communales limitant au maximum l'activité de l'administration, aucune décision importante n'a été notifiée et les procédures mises en suspens durant le semi-confinement ont été traitées à compter de la mi-juin. L'unité a traité les aspects juridiques importants liés à la crise, allant des indemnités pour RHT et questions de protection des données du personnel eu égard à la loi sur les épidémies à la mise à jour régulière de la Foire aux questions (FAQ), accessible à tout le personnel communal.

En 2020, les juristes ont traité 115 fins de rapports de travail litigieux, dont 92 aboutissent à un licenciement/résiliation de contrat ou à une convention de départ, 11 dossiers clôturés sans suite et 12 en cours au 31 décembre 2020. Ont également été traitées 39 procédures de mises en demeure, dont 31 dossiers finalisés, 5 dossiers qui n'ont pas abouti et 3 dossiers en cours au 31 décembre 2020. La commission paritaire a été saisie à deux reprises. Les juristes ont également traités 10 cas de transfert, dont 5 réglés par voie de convention et 5 par voie de décision ou formule administratives. Le domaine a été amené à réviser, préciser ou abroger 23 instructions administratives et 9 directives RH municipales ainsi qu'à répondre à plus de 1'200 sollicitations juridiques – sans compter les nombreuses questions relatives aux conséquences de la crise sanitaire sur les rapports de travail, émanant des différents services de la Ville (droit du travail, tant public que privé; droit administratif, protection des données; droit des obligations; etc.), dont plus d'une centaine concernent des situations visant à recadrer les relations de travail (mises en demeure, avertissements, etc.), généralement en présence d'avocat-e-s ou de représentant-e-s des syndicats. Elle a également effectué 11 avis de droit étayés.

Le domaine a traité 18 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, (dont 6 clôturés et 12 encore en cours).

## **Qualité, administration du personnel & SIRH (QUASYS)**

### **Unité Administration RH**

Suite au transfert de la fixation du salaire initial au domaine OMR en 2019, l'unité s'est recentrée sur les processus de gestion.

Les procédures de substitution mises en place pendant le semi-confinement donnant pleine et entière satisfaction, la Municipalité a décidé de pérenniser un certain nombre de pratiques (circulation exclusivement par voie électronique et simplification du parcours de validation). Dans le même temps, il a également été possible de revoir certains processus, et d'entériner un certain nombre de règles, permettant de clarifier et de fluidifier les pratiques, ce qui a permis de garantir toutes les prestations à l'arrivée de la deuxième vague de la pandémie.

Le projet de dématérialisation des dossiers du personnel, a été interrompu au tout début de l'année 2020, en raison d'un manque important de ressources (les opérateur-trice-s de saisie ont dû être réquisitionnés pour effectuer d'autres tâches) mais aussi afin de pouvoir mener un état des lieux approfondi de la situation. A l'orée de l'année 2021, le plan de classement a pu être affiné, et un certain nombre de règles de gestion ont pu être élaborées; elles devraient permettre, à moyen terme, la reprise de la numérisation, mais surtout l'utilisation de la gestion électronique des documents (GED) comme outil de gestion et de consultation des dossiers.

### **Qualité et SIRH**

L'année 2020 a vu l'arrivée d'une nouvelle cheffe de projet SIRH et la mise en place de quatre lots de livraison d'évolutions fonctionnelles spécifiques permettant d'améliorer les outils métier (amélioration du module FSI, nouvelles requêtes d'extraction, listes d'autocontrôles, automatismes dans l'ouverture des comptes PeopleSoft, etc.). L'unité a également collaboré à la mise en œuvre de projets spécifiques pour le SPEL (notamment les e-processus et la rénovation la plateforme de recrutement Jobs pour l'unité Recrutement & Mobilité), et pour d'autres services, comme la préparation d'un outil de gestion de planification pour le Service de protection et sauvetage.

## **Domaine santé et sécurité au travail (DSST)**

### **Réinsertion professionnelle**

La réinsertion professionnelle s'inscrit, pour ce qui concerne les absences de longue durée, dans les démarches prévues par le projet BEST. Dans ce cadre, les conseiller-ère-s DSST et la gestionnaire de dossiers accompagnent et conseillent tous les acteurs internes et externes concernés et coordonnent les actions pertinentes, dans le but de favoriser leur retour au travail, si possible dans leur activité habituelle, voire dans une activité adaptée ou dans une réinsertion professionnelle.

Durant la phase de préparation de l'externalisation auprès d'Unisanté, effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le DSST a collaboré avec le médecin du travail d'Unisanté afin d'obtenir le pronostic de reprise ainsi que les limitations fonctionnelles, permettant ainsi la mise en place de mesures favorisant le retour et/ou le maintien en emploi.

En 2020, seules 364 situations individuelles d'absence de longue durée ont été annoncées; cette diminution s'explique par la situation particulière en lien avec la crise sanitaire, les services ayant suspendu leurs annonces.

Au 31 décembre, 144 situations individuelles annoncées en 2020 font encore l'objet d'un suivi par les conseiller·ère·s DSST et la gestionnaire de dossiers.

### Collaboration avec l'assurance invalidité

21 situations individuelles ont fait l'objet d'un dépôt d'une demande auprès de l'Office de l'Assurance Invalidité (OAI) du Canton de Vaud; de nombreuses mesures professionnelles favorisant le maintien en emploi financés par cet assureur ont été mises en place.

### Médecine du travail

Le projet d'externalisation de la médecine du travail à Unisanté s'est concrétisé et l'externalisation est opérationnelle à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021; elle permettra de:

- bénéficier d'une organisation professionnelle médicale importante et reconnue;
- garantir une continuité des prestations assurées par plusieurs médecins;
- offrir un cadre de prestations en santé au travail indépendant et de qualité.

Une équipe projet au sein du DSST a été mise en place afin de définir les processus de gouvernance et les modalités de collaboration entre la Ville et Unisanté.

Les prestations suivantes ont été externalisées:

- examens d'embauche et examens périodiques;
- évaluations médicales dans le cadre d'un suivi individuel avec ou sans absence;
- vaccinations;
- dépendances;
- ergonomie;
- campagnes de prévention.

Le personnel en charge de la médecine du travail a été transféré à Unisanté (deux infirmières et un ergonome). L'activité relative aux prestations de médecine du travail a été fortement impactée par la gestion de la pandémie.

La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 2020 a rencontré un franc succès, avec la vaccination de 550 collaborateur·trice·s; 112 bons de délégation ont été remis aux collaborateur·trice·s pour se faire vacciner chez leur médecin traitant ou en pharmacie. 24 aspirant·e·s de police ont bénéficié d'un suivi vaccinal pour les risques infectieux liés à leur activité. Les vaccinations courantes (diphtérie, tétanos, coqueluche, hépatite A + B) et la poursuite des vaccinations collectives contre l'encéphalite à tiques (FSME) ont été réalisées auprès du personnel exposé aux morsures de tiques dans leur activité professionnelles.

### Sécurité au travail

L'ingénieur sécurité et son équipe collaborent activement avec les répondant·e·s sécurités (RS) des services pour tous les aspects liés à la santé – sécurité dans le cadre de la période de transition du DSST avec les départs de l'ergonome et de l'équipe de la médecine du travail. Avec la crise sanitaire, les activités et la coopération avec le réseau RS se sont particulièrement focalisées sur les mesures visant à endiguer la pandémie.

### Chiffres clés

Portfolios des dangers disponibles pour les services	35
Portfolio des dangers en cours	4
Analyses des chaînes de secours effectuées par service	34
Analyses des chaînes de secours en cours	5
Analyses de dangers pour maternité/allaitement	72
Formations internes (269 participant·e·s)	21
Commissions de sécurité: 3 commissions x 4 séances	0+
Interventions auprès des services	245*

+ Toutes les commissions de sécurité ont été annulées en raison de la crise sanitaire.

\* Ce chiffre comprend les conseils, les évaluations, les accompagnements et les rapports de mise en conformité pour les thèmes principaux traités suivants: visites de sécurité, analyses de risques spécifiques, analyse d'incidents, analyse des besoins en premiers secours, substances chimiques, travaux en hauteur ou en espaces confinés, portfolio des dangers, prévention incendie et contre les explosions (ATEX), concept d'évacuation, formations internes.

## Ergonomie

Au cours de cette année d'activité 2020, l'ergonome a réalisé les interventions suivantes:

- 74 visites de postes de travail pour des personnes présentant une problématique de santé avérée, des douleurs ou un inconfort en vue d'améliorer l'adéquation entre la personne et son activité. Cela comprenait une visite, la rédaction d'un rapport, éventuellement une séance de restitution ainsi qu'un suivi (essais, prêt de matériel, aide à la prise en main);
- 5 interventions collectives dans un objectif de prévention de la santé de plusieurs collaboratrice-teur-s, comme par exemple l'amélioration de l'environnement de travail (lumière), des postes de travail ou de l'organisation du travail;
- 3 interventions dans des projets de conception de nouveaux espaces de travail ou du choix de nouveaux équipements de travail;
- animation de quatre sessions de formation pour des collaboratrice-teur-s de la ville relatives à l'installation aux postes informatiques.

# Service des routes et de la mobilité (RM)

## Principales missions du service

### Direction

- pilotage du service
- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaborateur-trice-s, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits
- gestion du système qualité
- pilotage des investissements et des recettes liées aux projets
- gestion du budget annuel de fonctionnement
- gestion de la communication
- supports opérationnels
- gestion du secrétariat et rédaction des courriers ainsi que des documents en relation avec les autorités politiques
- gestion de la publicité visible depuis le domaine public (hormis celle liée aux commerces) et de la signalétique urbaine
- gestion et maintenance des technologies de l'information métiers du service: conception et gestion du système d'information sur le territoire en répondant aux objectifs du service en matière d'indicateurs
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail

### Mobilité

- planification de la mobilité urbaine
- production de la brochure Observatoire de la mobilité lausannoise
- définition et mise en application de la politique du stationnement sur le domaine public; gestion du trafic par le biais de la programmation de la signalisation lumineuse
- coordination des chantiers communaux et interventions sur le domaine public visant à appliquer une stratégie garantissant l'accessibilité en ville, à minimiser les impacts pour les usager-ère-s et riverain-e-s et maîtriser l'enveloppe financière globale interservices
- gestion et maintenance de l'ensemble des infrastructures de la régulation lumineuse, des caméras de télé-circulation, des horodateurs, des bornes escamotables et des compteurs de trafic permanents, suivi et développement de ces équipements ainsi que de leurs centrales de surveillance

### Espaces publics

- conception des aménagements urbains en répondant aux objectifs de qualité de l'espace public, de mobilité, d'accessibilité et de rôle social de l'espace rue
- promotion de la mobilité active (piéton-ne-s et vélos)
- analyse des projets de construction privés soumis par le Bureau des permis de construire; vérification de la conformité des aménagements autorisés dans les espaces frappés par les limites des constructions

**Construction et Maintenance**

- gestion et maintien du patrimoine des aménagements urbains (espaces publics) et portuaires
- direction générale ou locale des travaux de génie civil
- développement, entretien et conformité de tous les ouvrages d'art sis sur le domaine public
- réalisation de nombreuses interventions d'entretien constructif spécifiques du domaine public (pavage, entourage d'arbres, maintenance d'ouvrages, réfections localisées et travaux de sécurisation)

**Ateliers et magasins**

- support logistique aux autres services de la Ville et prestations artisanales (ateliers de signalisation verticale, de serrurerie, de marquage routier, de menuiserie, de signalétique, d'électricité, gestion et distribution des carburants, de matériels et de pièces
- entretien de la quasi-totalité des poids lourds de la Ville (plus de 600 unités) par les ateliers de mécanique et de carrosserie
- entretien des installations mécaniques sur le domaine public
- mise à disposition de matériel lié aux manifestations
- prestations de transport, curage des sacs de routes, fosses
- pilotage du service hivernal
- gestion de l'occupation du domaine public et des permis de fouille
- réservation des places de stationnement (déménagements, livraison de mazout, etc.)
- gestion des refuges de Sauvabelin
- surveillance de la bienfacture des travaux privés exécutés sur le domaine public

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (R&M)	6.70	6.60	6.70	6.60
Cellule RH (R&M)	3.60	3.30	3.60	2.70
Conception	10.60	10.30	11.60	10.20
Coordination de projets majeurs	2.00	2.00	3.00	3.00
Direction (R&M)	8.00	8.00	9.50	8.00
Entretien du patrimoine	5.00	5.00	5.00	4.80
Exploitation (R&M)	7.00	6.90	7.00	7.00
Finances et Communications	4.20	3.70	4.20	3.70
Génie civil (R&M)	11.00	10.00	11.00	9.80
Informatique – RM	4.00	3.90	4.00	3.90
Mobilité (R&M)	10.80	9.70	10.80	9.70
Office signalétique urb. (R&M)	2.00	2.00	2.00	2.00
Police des constructions (R&M)	1.00	1.00	1.00	1.00
Réalisation	7.00	5.00	6.00	4.00
Surveillance dom. public (R&M)	6.50	6.50	6.50	6.50
Unité garage (R&M)	17.00	17.00	17.00	16.00
Unité services généraux (R&M)	9.50	8.90	8.90	8.90
Unité signalisation (R&M)	29.50	27.40	29.50	27.40
Unité transports (R&M)	27.00	26.20	27.00	26.00
Unité travaux (R&M)	27.00	21.00	25.00	21.80
<b>Total service</b>	<b>199.40</b>	<b>184.40</b>	<b>199.30</b>	<b>183.00</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-0.10</b>



**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration (R&M)	8	6.60	8	6.60
Cellule RH (R&M)	5	3.30	4	2.70
Conception	12	10.30	12	10.20
Coordination de projets majeurs	2	2.00	3	3.00
Direction (R&M)	8	8.00	8	8.00
Entretien du patrimoine	5	5.00	5	4.80
Exploitation (R&M)	7	6.90	7	7.00
Finances et Communications	5	3.70	5	4.60
Génie civil (R&M)	10	10.00	10	9.80
Informatique – RM	3	3.90	3	3.00
Mobilité (R&M)	10	9.70	10	9.70
Office signalétique urb. (R&M)	2	2.00	2	2.00
Police des constructions (R&M)	1	1.00	1	1.00
Réalisation	5	5.00	4	4.00
Surveillance dom. public (R&M)	7	6.50	7	6.50
Unité garage (R&M)	17	17.00	16	16.00
Unité services généraux (R&M)	11	8.90	11	8.90
Unité signalisation (R&M)	28	27.40	28	27.40
Unité transports (R&M)	27	26.20	27	26.00
Unité travaux (R&M)	21	21.00	22	21.80
<b>Total service</b>	<b>194</b>	<b>184.40</b>	<b>193</b>	<b>183.00</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration (R&M)	1	1
Finances et Communications	1	1
Génie civil (R&M)	1	2
Ressources & Budget	1	–
Unité Garage (R&M)	2	1
Unité signalisation (R&M)	–	1
Unité transports (R&M)	1	1
<b>Total service</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	20	19
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>20</b>	<b>19</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	1
Démission	10
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>20</b>

## Evènements marquants

Le service a adapté son organisation pendant les deux périodes de confinement. Les activités administratives ont pu être réalisées à distance dès le premier jour, sans dégradation de la qualité du service aux citoyen-ne-s. Tous les aspects critiques ont toujours été suivis et les interventions non urgentes des Ateliers et magasins de la Ville (AMV) et de l'unité travaux (UTX) des mois de mars et avril ont été reportées. Certains chantiers ont aussi dû être suspendus ou reportés, comme les travaux du Pont Chauderon, phase 2 des travaux initiés en 2017, qui ont subi un retard d'une année.

## Principales activités 2020

### Direction

Conformément au Programme de législature 2016-2021, le service a déployé la politique de mobilité et des espaces publics en favorisant notamment la mobilité douce et les transports publics. Ainsi l'année 2020 a été marquée par les éléments suivants:

- réalisation d'une vingtaine de nouvelles zones de rencontre permettant la modération du trafic et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers ainsi que de sept nouvelles zones 30;
- réalisation de 7.66 km d'aménagements cyclables dans le cadre des «mesures Covid», notamment rue St-Martin, avenue d'Ouchy, avenue de France, rue de Genève, avenue des Plaines-du-Loup et avenue Collonges;
- première campagne de dérégulation des passages piétons;
- coordination des projets d'infrastructures majeurs tels que le tunnel du LEB, les futurs chantiers du m2/m3, du tramway t1 dont la Décision d'approbation des plans (DAP) relatif à la 1<sup>re</sup> étape est entrée en force, et de la gare de Lausanne.

### Communication

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire qui a profondément modifié l'agenda. Des chantiers se sont trouvés à l'arrêt et des événements publics ont été annulés. L'Unité a répondu aux nombreuses sollicitations politiques et médiatiques, organisé une séance publique, deux conférences de presse, deux inaugurations durant la semaine de la mobilité, et réalisé des publications médias, internet, intranet, réseaux sociaux et autres supports de communication.

Les «mesures Covid» ont bénéficié du soutien de l'équipe communication avec la réalisation de nombreux supports médiatiques, de l'affichage et des rencontres avec des acteurs locaux. L'accompagnement des projets et chantiers d'importance s'est également poursuivi à l'instar de la campagne contre le bruit routier.

La présence sur les réseaux sociaux et notamment sur Facebook a été renforcée avec des publications portant sur quatre thématiques: la campagne «école»; les «mesures Covid»; les projets et chantiers en cours; les posts «Informer, le savez-vous?».

## Supports opérationnels

### Finances

Le service pilote 23 crédits d'investissements et six comptes d'attente, d'un montant de CHF 92 millions et a émis trois demandes de crédits d'investissements.

Les projets du service ont bénéficié de subventions cantonales et fédérales d'un montant total de CHF 399'000.- au titre de subventions en faveur des mesures d'assainissement du bruit et des mesures lausannoises du projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM).

### Administration

Le service a rédigé 184 décisions municipales et répondu à 941 courriers, ce qui correspond à une hausse de plus de 20% par rapport à 2019:

23	Direction et coordination (sujets divers)
216	Construction et maintenance (chantiers, dégradation du domaine public, etc.)
437	Espaces publics (aménagement du domaine public, zones modérées, vélos, piéton-ne-s, signalisation, etc.)
234	Mobilité (gestion de la circulation, régulation du trafic et signalisation lumineuse, stationnement, etc.)
28	Office de signalétique urbaine (affichage, campagnes politiques et votations)
3	Ateliers et magasins de la Ville (dénivellement, service hivernal, chaussées, trottoirs, installations mécaniques, etc.)

### Office de signalétique urbaine (OSU)

En 2020, l'OSU a assuré les missions suivantes:

- dénomination de rues: attribution du nom «place du 14-Juin» au lieu-dit Saint-Laurent, afin d'améliorer la visibilité des femmes dans l'espace public; mise en place de trois plaques d'information sous chacun des panneaux de l'avenue Louis-Agassiz mentionnant explicitement que Louis Agassiz a soutenu des théories racistes et anti-évolution;
- pose d'une plaque commémorative honorant Jaquette de Clause, une des premières femmes du Canton de Vaud à avoir été condamnée pour sorcellerie et emprisonnée au château d'Ouchy en 1469;
- pose de 41 plaques de rues en remplacement de plaques usagées ou en complément de celles existantes, afin de faciliter l'orientation des usager-ère-s;
- gestion de l'affichage culturel et du réseau de banderoles Ville qui, suite à l'épidémie de Covid-19, a été centralisée afin de réduire au maximum les risques d'erreurs, vu les très nombreuses annulations et les reports;
- marquage au sol: mise en place d'un marquage «tenir sa droite» sur les escalators communaux pour améliorer la déambulation des piéton-ne-s; analyse sur site, autorisation et suivi de la pose de cheminements piétonniers au bénéfice des tl afin de faciliter le cheminement piétonnier lors de l'interruption du métro m1 et de les guider vers le service de remplacement par bus entre l'EPFL et Lausanne;
- prestations particulières pour diverses manifestations: exposition sur le Grand-Pont de 15 portraits de Lausannoises et Lausannois; exposition photos au parc de Milan par l'Association transports et environnement (ATE) à l'occasion des 20 ans du Pédibus sur le thème Portraits d'enfants sur le chemin de l'école; exposition BDFIL délocalisée suite à la pandémie dans différents lieux: affichage culturel, visuels sur palissade, oriflammes suspendus, banderoles, drapeaux, giganto;
- délivrance d'une cinquantaine d'autorisations de panneaux de chantier et de location, en très forte diminution suite à la pandémie;
- poursuite de la mise à jour de la signalétique suite à l'adoption de la nouvelle charte visuelle des bâtiments administratifs: nouvelle entrée du Service social Lausanne à Chauderon 4. Signalétique provisoire installée à Riponne 10, Chauderon 9, Escaliers-du-Marché 2, Louve 1;
- prise en charge de travaux graphiques pour le service tels que infographies, affiches, bâches, flyers, panneaux, photomontages, déclinaisons pour des publications Facebook relatifs entre autres aux projets suivants: zone piétonne de la Cité, réaménagements Pré-du-Marché, Mon-repos – Mousquines, «Rues vivantes», P+R (horodateurs), campagne de prévention du bruit routier et mosaïque «Passage Chauderon».

### Groupe informatique

La pandémie de Covid-19 a bouleversé les priorités du groupe informatique afin d'apporter le soutien indispensable à la mise en télétravail accélérée du personnel du service.

Le groupe informatique a aussi réalisé les projets suivants:

- virtualisation des postes métiers dit «DAO», permettant une évolution significative des outils mis à disposition des technicien-ne-s et dessinateur-trice-s en génie civil;
- remplacement des solutions logicielles de l'atelier de signalisation et mise en service d'une nouvelle infrastructure d'intervention sur les appareils liés à la RPLP à l'atelier garage;
- adaptation des bases de géodonnées afin d'y intégrer les spécificités relatives aux «mesures d'aménagement Covid»; migration de 50% des bases de géodonnées vers le nouveau cadre de référence fédéral MN95;
- implémentation du logiciel de gestion de projet Planisware Orchestra, basé sur les phases de projet SIA, en vue de son déploiement au sein du service début 2021

- (logiciel permettant une gestion de projet selon la méthodologie Agile, tout en intégrant un suivi basé sur les phases SIA, régissant les projets de construction);
- enregistrement de plus de 9'000 prestations dans le portail des prestations de la Ville, à l'intention des services de l'administration.

### **Santé et sécurité au travail**

Un système d'exosquelette léger, de type «Liftsuit» a été testé à l'unité garage. Celui-ci permet de soulager de manière conséquente la fatigue physique lors de la pose de pneus sur les camions de la Ville. L'usage de cet exosquelette a ensuite été testé dans différents services de la Ville, en vue d'une utilisation plus large à très court terme.

## **Projets d'infrastructures majeures de transports publics**

La structure de la cellule a été renforcée (+1 ept) en prévision du démarrage du chantier de la ligne de tramway t1 afin de se conformer aux engagements pris lors de la signature de la convention de gouvernance et se compose désormais de quatre collaborateurs à plein temps.

### **Mise en souterrain du LEB**

Le déroulement des travaux du LEB a subi quelques complications et imprévus géologiques engendrant des retards. La Ville a établi un projet de convention destiné à clarifier les rôles et responsabilités des partenaires, en prévision du démantèlement des voies ferrées de l'avenue d'Echallens, qui sera réalisé à partir du mois de septembre 2021, conformément au planning; la délégation de l'ensemble des travaux de réaménagements des espaces publics au Service des routes et de la mobilité dans la continuité des travaux pilotés par le LEB permettra d'en limiter les désagréments pour les riverain-ne-s et d'améliorer la sécurité des usager-ère-s. Sous réserve de l'accord des parties prenantes, la convention sera formalisée dans le courant du premier semestre 2021.

### **Tramway t1**

La détermination du Tribunal administratif fédéral (TAF) en faveur du projet du tramway et l'abandon de la rampe Vigie-Gonin ont permis d'aboutir à la Décision d'approbation des plans (DAP) en force. Cette décision devra néanmoins être formalisée au moyen d'une Procédure d'approbation des plans (PAP) complémentaire, qui peut encore faire l'objet d'oppositions. Des études visant à mettre en œuvre les mesures d'accompagnement à la non-réalisation de la rampe Vigie-Gonin sont en cours et permettront d'alimenter le dossier qui sera déposé à l'Office fédéral des transports (OFT) dans le courant de l'été 2021.

Les travaux pourront débuter au plus vite, soit à l'automne 2021, à l'exception du secteur concerné par l'abandon de la rampe. L'accord conclu mi-décembre entre la Ville de Lausanne, le Canton, les commerçant-e-s et les milieux économiques prévoit un certain nombre d'aménagements afin de garantir l'accès de la clientèle des magasins aux différents parkings du centre-ville.

### **Métros m2/m3**

Des négociations avec l'Etat ont abouti à la signature de deux conventions-cadres fixant les grands principes de réalisation, de répartition financière, de propriété et d'entretien; la Ville a également exigé l'établissement d'accords relatifs au traitement de parcelles spécifiques en vue d'obtenir la levée de l'opposition. Les accords devraient être validés début 2021.

La préparation de la seconde étape Flon – Blécherette a été lancée et les études d'aménagement des stations et de leurs émergences sont en développement. Ces dernières ont également permis d'identifier des enjeux et contraintes supérieurs qui feront l'objet de réflexions et d'accompagnement spécifiques.

### **Gare de Lausanne**

Le TAF a rejeté les recours relatifs à la décision d'approbation des plans de l'OFT, ce qui permet aux CFF de commencer les travaux comme prévu en été 2021, sauf recours au Tribunal Fédéral.

En prévision de l'impact considérable du chantier et de ses installations sur le domaine public, la Ville a recherché, en collaboration avec les CFF, des solutions permettant de garantir au mieux l'accessibilité et le stationnement (optimisation de l'organisation du chantier; compensations des places de stationnement dans les ouvrages et parcelles du domaine privé situés à proximité directe de la gare).

Afin de répondre aux sollicitations de la commission du Conseil Communal, la Ville a réalisé une étude spécifique de circulation afin de définir les lignes directrices nécessaires à la réalisation d'un espace de mobilité partagé. Ses conclusions permettront d'alimenter les études d'aménagement, adjugées en novembre 2020.

Dans le cadre des futurs aménagements en lien avec la place de la Gare et de ses rues adjacentes (accroches), la Ville a mené des discussions avec le Canton en vue de coordonner la réalisation des espaces permettant l'accès au pôle muséal de Plateforme 10; l'accord fera l'objet d'une convention actuellement en discussion.



## Mobilité

La mobilité urbaine a été largement impactée par la crise sanitaire, tant dans l'accompagnement des «mesures Covid» que dans le suivi des chantiers ou dans le cadre des mesures extraordinaires d'exploitation des feux routiers. La division a œuvré à la création et à la mise en place d'une mallette mobilité, permettant à tout-e nouvel-le habitant-e de découvrir les multiples offres attractives et durables en ville. Elle a également accompagné les mesures de circulation liées à la manifestation des JOJ et de Lausanne en jeux!.

Les «mesures Covid» ont fait l'objet d'un monitoring ciblé (fermeture au trafic de la rue Centrale les samedis, mesures vélos sur l'avenue de Provence, etc.), qui a permis notamment de mesurer le degré de satisfaction des usagères et des usagers et leur impact sur la mobilité.

Elle a participé au groupe de travail de l'Union des villes suisses (UVS) en vue d'une mise en lumière des outils permettant de développer des politiques de mobilité compatibles avec les enjeux climatiques, à diverses consultations liées à la révision partielle de la loi fédérale sur la circulation routière, à la loi cantonale sur la révision des taxes automobiles.

Enfin, elle a entamé le pilotage des réflexions stratégiques, en vue de consolider, auprès de la Municipalité, le dossier de reprise du parking de Montbenon à l'échéance du droit de superficie (2025).

La cellule planification a participé activement, en collaboration avec les tl, aux réflexions liées à l'évolution des transports publics dans le cadre de l'évolution du projet du tram ou du réseau 2030.

### Stationnement

La mise en service de l'application Paybyphone, qui offre la possibilité de payer son ticket de stationnement à l'aide de son smartphone et donc de s'affranchir de l'usage de la monnaie, permet de supprimer progressivement les appareils de lecture des cartes de crédit sur les horodateurs de voirie, utilisés pour le stationnement de courte durée et qui connaissaient des problèmes de fiabilité.

Le renouvellement du parc d'horodateurs se poursuit afin d'assurer, d'ici à 2022, la compatibilité de l'ensemble des machines avec une digitalisation de tous les titres et autorisations de stationner sur notre territoire. Toutes ces machines connectées ont également été mises à jour en les équipant de puces compatibles 3G et 4G, suite à la décision de la société Swisscom d'abandonner la technologie 2G à fin 2020.

### Nombre de places de stationnement sur le domaine public (2020: état provisoire à fin novembre)

	2005	2010	2019	2020
Payantes sur voirie	4'892	3'961	3'730	3'436
Payantes en parking-relais (P+R)	1'365	2'591	2'421	2'410
Payantes en parking longue durée (PLD)	1'079	2'639	2'660	2'660
Gratuites limitées (régies par disque)	11'093	13'317	12'303	11'905
Gratuites illimitées	3'325	3	-	-
<b>Total net</b>	<b>21'754</b>	<b>22'511</b>	<b>21'114</b>	<b>20'411</b>

Enfin, les possibilités de stationner au mois sur les parkings longue durée du Comité international olympique (CIO) et du Chalet-des-Bains ont été supprimées afin d'offrir des possibilités de parcage des promeneur-euse-s et client-e-s des établissements publics du bord du lac.

### Coordination des chantiers

Des chantiers d'envergure, impactant la mobilité, tels que le pont Jurigoz ou la rue Belle-Fontaine, se sont terminés en 2020. Le chantier de modération (mise en zone 30) de l'avenue de Montoie a nécessité un suivi attentif afin de garantir son accessibilité. Le chantier de la salle du Capitole est quant à lui en phase préparatoire et nécessite une attention particulière afin de limiter ses impacts sur la mobilité de l'avenue du Théâtre.

### Gestion du trafic

L'année 2020 a été marquée par la mise en place de mesures extraordinaires suite à la crise sanitaire. Afin d'éviter tout contact avec le pousoir, les installations de régulation des carrefours et des passages piétons à feux, présentant aucun risque sécuritaire et enregistrant une importante baisse du trafic motorisé, ont été mises au clignotant; les phases vertes piétons ont été mises en place de manière cyclique et automatique pour les installations enregistrant un trafic trop important. Ces mesures ont été accueillies très favorablement durant le confinement et certains carrefours ont pu être maintenus au clignotant nocturne à la fin de la première vague.

Quelques installations de régulation du trafic ont été supprimées en 2020, suite au réaménagement d'espaces publics, ce qui a permis d'améliorer leur qualité tout en favorisant la fluidité du trafic et en garantissant la sécurité des usagères et des usagers; il s'agit principalement du carrefour Mon-Repos – Avant-Poste ou des passages piétons Belle-Fontaine – Toise et Montoie-Collège. D'autres installations ont été renouvelées, comme celle de Vennes-Sud sous la direction de l'Office fédéral des routes (OFROU). Enfin en vue d'améliorer

le confort et la sécurité des piéton-ne-s, il a été procédé à l'ouverture automatique des phases piétons de 26 installations, afin d'optimiser le temps d'attente des piéton-ne-s, et à la mise à jour de la programmation de 29 installations, ce qui a permis d'allonger la durée de la phase orange piétonne et d'améliorer ainsi le confort des temps de traversées.

### **Assainissement du bruit routier**

La campagne quinquennale de comptages multimodaux de Lausanne-Région, démarrée au début du mois de mars et alimentant les réflexions sur la maîtrise des objectifs en matière de politique de mobilité ou d'assainissement du bruit, a dû être interrompue suite à la pandémie et devrait reprendre au printemps 2021, en fonction des conditions sanitaires. Le déploiement du 30 km/h de nuit est toujours en cours de validation juridique par le Tribunal Cantonal, suite au recours d'un unique opposant. La méthodologie permettant le déploiement des mesures d'accompagnement, comme par exemple la pose de la signalisation fixe et d'une soixantaine d'indicateurs de vitesse a été mise sur pied. Un radar anti-bruit a été testé durant une campagne de sensibilisation et de prévention qui s'est déroulée pendant deux mois durant l'automne sur huit axes urbains déterminants, en collaboration avec le Corps de police. Au vu du test concluant, la Ville a décidé d'acquérir un appareil pour le tout début de l'année 2021.

## **Espaces publics**

L'année 2020 a été grandement marquée par la situation liée au Covid-19 et le déploiement en urgence, de mesures d'aménagement des espaces publics. La division a également poursuivi les études planifiées, en lien avec les grands projets ainsi que les étapes-clefs pour de nombreux projets d'amélioration de l'espace public.

### **Mesures Covid**

Dès la levée du confinement, au printemps 2020, la Ville a organisé le déploiement massif d'une série de mesures afin d'accompagner les évolutions de la mobilité urbaine, en particulier le désinvestissement des transports publics. Elles ont permis de faciliter le report vers les modes actifs plutôt que vers le trafic motorisé individuel, de soutenir l'économie, spécifiquement le commerce et la restauration, de faciliter le respect de la distanciation physique dans l'espace public, en particulier dans les rues fréquentées du centre-ville, et d'offrir des espaces de convivialité le temps de l'été.

Entre juin et novembre 2020, la Municipalité a déployé les mesures suivantes:

- traitement de plus de 200 autorisations de création ou d'extension de terrasses, dont une partie sur des places de parc;
- création de 7.66 km d'aménagements cyclables additionnels;
- aménagement d'une vingtaine de nouvelles zones modérées;
- fermeture au trafic motorisé et piétonisation de plusieurs rues et quartiers: quartier de la Cité, rue Centrale les samedis, quais d'Ouchy cet été;
- création de nouveaux espaces de séjour éphémères: aux abords de la Cathédrale, sur le belvédère de Benjamin-Constant, dans le quartier Grotte – Midi – Beau Séjour et dans le quartier de Montelly.

Ces mesures ont eu un impact significatif sur l'offre en stationnement avec la suppression provisoire d'environ 700 places. Plusieurs mesures compensatoires ont été mises en place afin d'en limiter l'impact sur les détenteurs de macarons, comme l'ouverture aux personnes qui détiennent un macaron des parkings Vélodrome, Fontaine-de-Cuivre et Ouchy).

Suite aux résultats du monitoring et aux retours encourageants, la Municipalité a décidé de pérenniser la majorité des mesures, ou de prolonger le test d'un an. Le financement est assuré par le biais des enveloppes financières accordées dans le cadre des préavis N° 2018/11 «Rues vivantes – Aménagements urbains, valorisation des espaces publics et modération du trafic – Demande de crédits d'études et de réalisation» (zones modérées, fermetures au trafic terrasses, espaces de séjour) et N° 2017/02 «Stratégie et plan d'action en faveur de la sécurisation des itinéraires cyclables et piétonniers – Demande de crédits de réalisation» (bandes cyclables).

### **Projets de modération et de requalification des espaces publics**

D'importants projets de requalification des espaces publics ont passé une étape clef:

- octroi du permis de construire et réalisation de la zone 30 de Montoie;
- octroi du permis de construire de la requalification et de l'extension de la rue piétonne de Pré-du-Marché – Clos-de-Bulle;
- octroi du permis de construire de la zone de rencontre des Jordils;
- mise à l'enquête de la zone de rencontre et de l'ascenseur public de Sévelin;

- finalisation du projet de zone de rencontre du Vallon, qui sera mis à l'enquête début 2021;
- finalisation du projet de requalification de la rue de la Mercerie, qui sera mis à l'enquête début 2021;
- réalisation d'une placette devant la piscine de Mon-Repos, répondant ainsi à une demande du Conseil communal, financée par le préavis Rues Vivantes;
- plan d'action pour le centre-ville découlant du diagnostic des espaces publics, qui sera financé par le préavis Rues Vivantes 2.

### **Projets en faveur de la mobilité active**

La division poursuit la réalisation de mesures en faveur des modes actifs par le biais de ses campagnes annuelles d'intervention, avec:

- la campagne d'assainissement de mise en valeur des itinéraires piétonniers en réallouant une partie de la chaussée et des places de stationnement en faveur de la mobilité active, par la création, la sécurisation ou encore la dérégulation de passages piétons existants;
- la poursuite des campagnes en faveur de la sécurisation du chemin de l'école avec une vingtaine d'interventions réparties sur le territoire lausannois.

### **Accompagnement des grands projets**

L'année écoulée a permis d'accompagner les projets suivants:

- remise au Conseil communal d'un préavis permettant de financer les études des interfaces du m3, confirmant la volonté d'accompagner les grands projets d'infrastructures par une requalification des espaces publics;
- démarrage d'études préliminaires en matière de mobilité, d'urbanisme et d'économie sur le site Europe – Centrale – Flon;
- poursuite du projet de requalification de l'avenue d'Echallens, en lien avec la mise en souterrain du LEB, en priorisant la mobilité active, les enjeux environnementaux et la coordination avec les activités de l'avenue (commerces, restaurants, hôpitaux...);
- poursuite de l'accompagnement des grands projets du Bureau de développement Métamorphose aux Plaines-du-Loup et de Pôle Gare, sous l'angle des espaces publics;
- démarrage des études du BHNS Pully – Saint-François;
- poursuite de la revue de projet du tramway et du BHNS Confrérie – Saint-François;
- poursuite de l'accompagnement de Riponne-Tunnel.

### **Etudes et démarches participatives**

Malgré un contexte sanitaire peu propice aux rencontres, la division a poursuivi ses efforts de concertation avec la population et les riverain-e-s et réalisé de nombreuses enquêtes relatives aux «mesures Covid», en particulier:

- enquête de satisfaction sur la piétonisation de la rue Centrale les samedis;
- enquête de satisfaction sur la piétonisation de la Cité;
- chantier participatif à Midi-Beau Séjour;
- enquête sur les pratiques de la place de l'Europe et de la place Centrale;
- diagnostic des usages de l'espace public sur l'avenue d'Echallens.

### **Procédures**

Le Bureau des permis de construire du Service d'urbanisme a transmis pour analyse quelque 810 dossiers de demandes de permis de construire ou d'autorisations relatifs à des projets de construction, transformation ou rénovation sur fonds privés. Concernant la signalisation, 76 prescriptions de trafic routier ont fait l'objet d'une publication dans la Feuille des avis officiels du canton de Vaud, et quatre projets ont été soumis à l'enquête publique selon l'article 13 alinéa 2 de la loi sur les routes.

## **Construction et maintenance**

### **Projets d'aménagements**

La division a piloté la construction et la mise en service du réaménagement de la rue Belle-Fontaine entre le carrefour Georgette et l'Avenue Mon-Repos. Ce projet s'inscrit dans le cadre des mesures d'accompagnement des projets du tramway et de bus à haut niveau de service (BHNS) visant à améliorer la sécurité des cyclistes et des piéton-ne-s sur la petite ceinture lausannoise. Ces travaux, terminés au mois de septembre 2020, ont permis la réalisation d'aménagements en faveur des vélos:

- création d'une deuxième bande cyclable d'une longueur de 75 m pour la voie de tout-droit avec un îlot de déviation franchissable dans la partie inférieure (Georgette – Rumine);
- création d'une voie cyclable séparée par un îlot de protection franchissable et potelets flexibles, d'une longueur de 175 m dans la partie supérieure (Rumine – Mon-Repos).

Ces aménagements améliorent la sécurité du carrefour Belle-Fontaine/Rumine et du carrefour Belle-Fontaine/Mon-Repos par la création de sas vélos – espaces aménagés spécialement pour les cyclistes dans un carrefour à feux – et facilitent la traversée de route, de par le balisage d'une bande centrale polyvalente.

Des aménagements en faveur des piéton-ne-s ont également été réalisés, tels que l'élargissement d'une partie du trottoir, la sécurisation de la traversée piétonne par l'élargissement d'îlots de protection, la suppression des feux au carrefour Belle-Fontaine/Toises. Ces mesures ont permis de renforcer les priorités piétonnières et d'améliorer la fluidité du trafic. En complément, un revêtement phono-absorbant permettant l'assainissement du bruit routier a été posé sur la totalité de la rue.

Le projet de requalification de l'avenue de Montoie, qui présente la particularité d'être un axe de transit en direction de l'autoroute (9'300 véhicules/jour) situé au cœur du quartier résidentiel de Montelly et abrite, au sud, une école primaire, est en cours d'achèvement. Afin de répondre aux principaux enjeux de modération de la vitesse et de sécurisation du déplacement des écoliers, le tronçon compris entre le temple de Sévelin, au nord, et le giratoire avec l'avenue de Cour, au sud, a été réaménagé en zone 30 et les aménagements suivants ont été réalisés aux portes d'entrées de la zone 30:

- rétrécissement localisé du gabarit de la route, afin de modérer les vitesses et d'empêcher localement le croisement de deux véhicules motorisés, et donc d'améliorer significativement la sécurité des piéton-ne-s traversant la chaussée;
- réaménagement des traversées piétonnes sur des décrochements verticaux de type plateaux;
- pose de bancs, facilitant notamment le repos des personnes à mobilité réduite (bancs-relais);
- remplacement du giratoire entre l'avenue de Montoie et le chemin de Montelly par un carrefour en priorité de droite, ce afin de diminuer l'espace dédié à la circulation des véhicules au profit d'espaces plus généreux pour les piéton-ne-s, d'un renforcement de l'arborisation et de la création de surfaces perméables;
- création de placettes de quartier offrant d'agréables espaces de séjour aux usager-ère-s.

La division a finalisé la construction de nouveaux aménagements cyclables et piétonniers sur l'avenue de Mon-Repos, l'avenue de l'Avant-Poste, l'avenue des Mousquines et le chemin de Bellevue, en réalisant:

- un nouveau quai et arrêt tl conforme à la loi sur l'égalité pour les personnes handicapées, à proximité du carrefour avec l'avenue Belle-Fontaine;
- une bande herbeuse, sur une longueur d'environ 150 m, sur le trottoir nord de l'avenue de Mon-Repos;
- un trottoir traversant, au sommet de l'avenue de l'Avant-Poste, prolongé d'une zone piétonne perméable en gras d'Enney;
- une porte d'entrée de la zone 30km/h sur l'avenue des Mousquines, avec modification de la géométrie de la chaussée, une zone piétonne perméable et la plantation;
- l'élargissement du trottoir existant ainsi que la pose de trois nouveaux mâts d'éclairage public en bas du chemin de Bellevue, couplé à la réalisation de deux bastions, en avancée de trottoir.

Le personnel de la division a enfin suivi l'avancement d'un grand nombre d'études en collaboration avec la division Espaces publics tout en leur apportant un soutien technique dès le démarrage des projets.

### **Entretien du patrimoine**

La section est principalement intervenue sur les objets suivants:

- 430 inspections et vérifications annuelles du patrimoine lausannois des ouvrages;
- pilotage des études des objets du PALM, tels que la passerelle Haldimand, les ascenseurs Sévelin/Sébeillon (la mise à l'enquête est terminée, les oppositions sont en cours de traitement) et Colline/Montelly ainsi que la liaison mobilité douce Martinet-Provence;
- des expertises ciblées sur des ouvrages nécessitant d'apprécier les besoins en travaux d'assainissement (tranchée couverte de Chauderon, Grand-Pont).

La campagne annuelle de réfection de revêtements bitumineux a permis de réaliser les tronçons avenue Mon-Repos, tronçon Belles-Fontaines – Léman, avenue Juste-Olivier, chemin Louis-Boissonnet 45-53, chemin du

Bois-Gentil, chemin de Montétan et avenue Marc-Dufour (tronçon Cécil – Ruchonnet), soit la pose de plus de 13'300 m<sup>2</sup> d'enrobés bitumineux répartis comme suit: 12'400 m<sup>2</sup> au titre des réfections de chaussée, 700 m<sup>2</sup> au titre des réfections de trottoirs et 200 m<sup>2</sup> au titre des réfections des arrêts de bus. Afin de répondre aux exigences d'assainissement du bruit routier, 75% de ces réfections de chaussée ont été réalisées en tapis phono-absorbant.

Divers travaux de réfection d'ouvrages ont été effectués tels que les murs de soutènement de Villard et de la rue de l'Ecole-Supérieure, l'escalier du chemin du Devin, la dalle de répartition de Grand-Vennes ou encore les confortements de talus au chemin du Calvaire.

La section a également effectué des travaux de sécurisation de tronçons routiers. Un montant d'environ CHF 350'000.- a été investi en 2020 afin de pallier les déficiences de structures routières et de garantir un niveau de service et de sécurité adéquat pour les usager·ère·s du domaine public (véhicules, bus tl, deux-roues, etc.).

La campagne de réfection des fontaines de la Ville se poursuit avec l'entretien ou la réfection de 12 fontaines.

Conformément à la planification initiale de réfection des garde-corps, la section est intervenue sur 450 mètres linéaires en 2020, en conformité selon les normes SIA 358 et VSS 640 568.

### **Unité travaux**

L'unité a largement participé aux travaux courants d'entretien du domaine public, ainsi qu'à un important effort d'entretien des zones piétonnes pavées du centre-ville et ce, malgré une interruption de deux mois due au semi-confinement, afin de supprimer notamment de nombreux reliquats de fouilles en enrobé dépréciant la qualité visuelle du centre historique. Elle a été l'une des actrices majeures de la mise en œuvre des mesures d'urgence liées à la crise sanitaire (campagne de mise en place de mobilier et pistes cyclables) et a également contribué à la bonne exécution de l'aire de jeu du Champ du Grand Chêne, en étroite coordination avec la déléguée aux places de jeux.

## **Ateliers et magasins de la Ville (AMV)**

### **Unité Services Généraux (USG)**

La pandémie Covid-19 et les restrictions sanitaires ont eu un impact notable sur les manifestations et les locations des refuges de Sauvabelin, avec à peine plus de 100 locations enregistrées pour le grand refuge et 150 pour le petit refuge, contre plus de 200 locations pour chacun d'entre eux en 2019. Les refuges ont été loués à 79% par des habitant·e·s lausannois·e·s.

Le nombre de manifestations bénéficiant d'un soutien logistique (transports, montage de scènes, etc.) ou de prêt/location de matériel (tables, chaises, char-pont, roulotte WC, drapeaux, etc.) a baissé drastiquement en 2020. Ce sont ainsi seulement 131 manifestations qui se sont déroulées, organisées à 90% par des externes. Cette période plus calme a permis d'assurer un entretien en profondeur du matériel, en particulier les tables et tables-bancs, habituellement très sollicitées. Les panneaux d'information (chantiers, informations sur les mesures sanitaires) ont, quant à eux, été utilisés en permanence dès le mois de mai.

### **Unité Garage (UGa)**

Au total, ce sont quelque 2'000 ordres de travail qui ont été réalisés. Durant le semi-confinement entre mars et mai, les collaborateurs de l'unité ont assuré toutes les réparations urgentes et nécessaires au maintien des activités indispensables (camions poubelles, brosses de trottoirs et de routes, etc.).

En matière d'équipements, un lift 6 tonnes combiné à double élévation, vieux de plus de 30 ans et ne répondant plus aux normes de sécurité, et un lift de 4 tonnes pour les machines communales, vieux de 15 ans, ont dû être remplacés. Enfin, il a été procédé au remplacement de l'installation de lavage primaire (décroissage) utilisée par plusieurs services communaux.

### **Unité signalisation et marquages (USM)**

L'atelier de signalétique a confectionné quelque 1'350 panneaux (signaux, flèches, etc.) et réalisé l'impression de plus de 4'800 affiches et autres autocollants. Il a également procédé au marquage de 18 véhicules de police. La remise à neuf des grands panneaux d'entrée de ville, propriété de Lausanne Tourisme, a débuté en 2020 et sera achevée au premier trimestre de 2021.

Les équipes de peintres en signalisation et les serruriers ont été particulièrement sollicitées dès mi-mai afin de mettre en place les nombreuses «mesures Covid» telles que l'extension du réseau de bandes cyclables, des zones de rencontres et des zones 30 km/h, les modifications du stationnement et la mise en place des extensions de terrasses.

### Unité transport (UTp)

Outre l'entretien de l'ensemble des sacs de routes du réseau routier lausannois, cette unité a répondu à environ 3'900 demandes de prestations émanant de l'ensemble des services communaux, chiffre en baisse suite à la baisse du nombre de manifestations.

L'unité a également assuré le pilotage général du service hivernal. L'hiver 2019-2020 a été particulièrement clément et les précipitations peu nombreuses comme en atteste le faible cumul de neige à En Marin, de 26 centimètres. Seules 36 interventions ont été nécessaires pour garantir la praticabilité du réseau routier et 185 tonnes de sel épandues durant le service hivernal 2019-2020. Le coût du service hivernal s'est ainsi élevé à 0.11 CHF/m<sup>2</sup> de patrimoine routier entretenu, soit aux antipodes de la valeur de l'hiver très rigoureux 2012-2013 dont le coût s'élevait à 1.17 CHF/m<sup>2</sup>.

Le parc de véhicules a été renouvelé avec l'acquisition d'un camion avec unité mobile de traitement des eaux, et d'un camion lift 7.5 tonnes, dédié au service hivernal et aux petites manifestations dans les endroits étroits et les parcs.

### Groupe de surveillance du domaine public

1'913 permis d'utilisation du domaine public ont été délivrés, soit une baisse d'environ 6% par rapport à 2019. Le nombre de chantiers privés a baissé de 10% alors que celui des chantiers publics a augmenté de 7%. Les recettes sont toutefois en diminution de CHF 600'000.-, suite notamment à la gratuité accordée aux entreprises occupant le domaine public lors du semi-confinement.

La facturation de 96 permis d'occupation aux services communaux commercialisés a rapporté un peu plus de CHF 66'000.- en 2020. Le nombre d'entreprises occupant temporairement le domaine public sans autorisation a diminué une nouvelle fois pour atteindre 228 cas (321 cas en 2019). La charge de travail induite par ce type d'infraction a conduit à facturer aux contrevenant-e-s des émoluments à hauteur de CHF 56'000.-.

L'entretien courant des abribus et les actes de vandalisme ont nécessité 155 interventions en 2020 (123 en 2019); les actes de vandalisme ont connu une hausse sensible (56 cas en 2020 contre 19 en 2019).

Enfin, 368 cas d'accidents ayant entraîné des dégâts au domaine public et 87 cas de vandalisme ont été traités en 2020; ils ont donné lieu à la perception d'indemnisations de environ CHF 230'000.- auprès de leurs auteur-e-s ou des assurances.

### Statistique des demandes du portail de prestations

Demandes reçues	2018	2019	2020	Différence
Appareilleur	170	147	155	8
Carrosserie	13	4	20	16
Décoration	66	51	20	-31
Electricité	122	143	160	17
Menuiserie	171	152	138	-14
Serrurerie	193	241	221	-20
Signalisation	208	279	251	-28
Transports	5'363	4'997	3'905	-1'092
Travaux	875	976	652	-324
Exploitation	12	6	20	14
Panneau info publique	89	99	85	-14
<b>Total</b>	<b>7'282</b>	<b>7'095</b>	<b>5'627</b>	<b>-1'468</b>

## Service de la propreté urbaine (PUR)

### Principales missions du service

#### Direction/Secrétariat

- gestion du secrétariat pour l'ensemble du service
- gestion de la communication
- soutien, conseil et suivi en matière de gestion financière (budget, comptes, investissements, etc.)
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail
- management de la qualité et de l'amélioration continue, ainsi que des aspects environnementaux
- soutien juridique



### Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaborateur-trice-s, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits

### Délégué à la propreté

- identification et localisation des points noirs liés à la propreté, définition des plans d'actions et des mesures correctives
- relation avec les associations de quartier
- communication et sensibilisation, information et coordination entre les différents services

### Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)

- collecte, gestion et recyclage des déchets

### Propreté du domaine public (PDP)

- entretien, nettoyage et déneigement du réseau piétonnier
- entretien et nettoyage des WC publics
- ramassage des déchets, ramassage des feuilles mortes et vidage des poubelles
- enlèvement des tags et graffitis présents sur la voirie publique, sur les ouvrages qui lui sont rattachés, ainsi que sur les immeubles privés placés sous convention avec la Ville
- information, sensibilisation et surveillance de la propreté de la voie publique, cas échéant prise de sanctions

### Usine de valorisation thermique des déchets (UVTD) – TRIDEL

- valorisation thermique et traitement des déchets

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration PUR	14.30	13.20	14.50	12.50
CID – PUR	121.70	121.70	121.70	120.50
Entretien Sect. Techn. – PUR	31.00	31.00	34.00	33.00
Entretien Sect.HyperCentre-PUR	22.00	22.00	22.00	22.00
Entretien Secteur Est – PUR	21.00	21.00	21.00	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16.00	16.00	16.00	16.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	23.00	22.15	23.30	22.15
Entretien Secteur Sud – PUR	24.00	24.00	24.00	24.00
GPEP – PUR	9.80	9.80	4.60	3.80
GPGD – PUR	-	-	4.00	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	3.00	3.00	3.10	3.10
UVTD – TRIDEL – PUR	48.00	45.00	49.00	45.00
<b>Total service</b>	<b>333.80</b>	<b>328.85</b>	<b>337.20</b>	<b>327.05</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+3.40</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration PUR	16	13.20	16	12.50
CID – PUR	123	121.70	122	120.50
Entretien Sect. Techn. – PUR	35	31.00	37	33.00
Entretien Sect.HyperCentre-PUR	22	22.00	22	22.00
Entretien Secteur Est – PUR	21	21.00	21	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16	16.00	16	16.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	23	22.15	23	22.15
Entretien Secteur Sud – PUR	24	24.00	24	24.00
GPEP – PUR	10	9.80	4	3.80
GPGD – PUR	–	–	4	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	4	3.00	4	3.10
UVTD – TRIDEL – PUR	45	45.00	45	45.00
<b>Total service</b>	<b>339</b>	<b>328.85</b>	<b>338</b>	<b>327.05</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Administration PUR	1	2
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	20	19
	sortant(s)	entrant(s)
Nombre de transfert(s)	–	–
<b>Total service</b>	<b>20</b>	<b>19</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	–
Décès	1
Démission	6
Départ à la retraite	8
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	4
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
<b>Total service</b>	<b>20</b>

**Evènements marquants**

Bien que l'année 2020 ait été marquée par la crise sanitaire, les activités du service ont été maintenues moyennant l'adaptation des ressources affectées aux missions principales, soit le nettoyage de la voirie publique, la collecte des déchets ménagers, l'acheminement des déchets recyclables vers les filières appropriées et la valorisation thermique par le biais de l'usine TRIDEL.

## Principales activités 2020

### Direction/Secrétariat

Une campagne de communication (affichage SGA, vidéo sur le réseau tl, street marketing, stand d'information, dépliants et petits supports publicitaires) incitant à adopter les bons comportements quant à l'abandon des déchets de pique-nique sur les places et lieux de détente lausannois a été organisée entre mai et septembre.

La lutte contre la présence des tags sur l'espace public a été intensifiée avec la formalisation d'un partenariat public/privé entre la Ville et les propriétaires d'immeubles qui le désirent et en collaboration avec les services de l'Etat lorsqu'il s'agit d'ouvrages classés. Le personnel qualifié du service est désormais autorisé à enlever les tags sur plus de 130 bâtiments privés. De nouveaux propriétaires rejoignent peu à peu le processus en signant une convention payante, autorisant la Ville à intervenir sur leurs biens.

Enfin, la re-certification ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (aspects environnementaux) a confirmé les mesures d'amélioration continue.

#### Administration et secrétariat

Le service a répondu à 111 courriers portant sur diverses plaintes et requêtes relatives aux thématiques ci-dessous, un courrier pouvant traiter plusieurs points:

25	Collecte des déchets
8	Déchèteries et postes fixes
19	Dépôts sauvages
9	Equipement en conteneurs
21	Corbeilles de rue et cendriers
4	Crottes de chiens
1	Entretien du domaine privé
11	Littering
2	Mictions (urines et vomissures)
17	Nettoyage du domaine public
7	Nuisances sonores
1	Service hivernal (déneigement des trottoirs, zones piétonnes, etc.)
9	WC publics
12	Divers

#### Communication

La sensibilisation à l'abandon de déchets, en particulier ceux issus de pique-niques, a été au cœur de la communication 2020. C'est sur un mode décalé qu'une campagne en deux étapes a vu le jour, en recourant à divers supports, comme l'affichage public et la projection de vidéos sur le réseau d'écrans des tl; le premier volet a permis de dénoncer les mauvais gestes et le second de remercier les comportements appropriés. Des démarches de proximité avec le public cible ont accompagné cette campagne (street marketing sur la place de la Navigation et stand Halloween sur la place de l'Europe). Chaque événement a proposé un concours didactique et ludique et les passant-e-s ont pu faire le plein d'informations tout en repartant avec un cadeau durable en main, soit un mug en fibre de blé, soit un sac en bouteilles PET.

#### Sécurité et santé au travail

Les activités du personnel des divisions opérationnelles du Centre intercommunal de gestion des déchets (CID) et de la Propreté du domaine public (PDP) présentent des risques potentiels importants en termes de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Des formations ont été mises en place, en collaboration avec l'Unité de santé et sécurité au travail du Service du personnel, afin d'améliorer le confort sur la place de travail et diminuer l'absentéisme (accidents et maladie). La formation ciblait dans un premier temps le personnel de collecte et les équipes travaillant dans les déchèteries fixes et mobiles du CID afin de les sensibiliser aux bons comportements à adopter au poste de travail, mais également dans la vie quotidienne; elle va être étendue au personnel de la division PDP en charge de l'entretien et de la viabilité hivernale de la voirie publique.

#### Système de management de la qualité et de l'environnement

L'année 2020 a permis de confirmer la première certification ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (aspects environnementaux), remise au service en 2017. La documentation utilisée dans le système de management a été renumérotée afin d'avoir un standard dans toutes les divisions et transférée dans l'application Goéland afin d'en faciliter l'accès au personnel.

### **Délégué à la propreté**

La crise sanitaire n'a pas permis d'organiser les actions de nettoyage de la voirie en collaboration avec des associations et des entreprises privées, comme les actions de communication #LausannePlogging et le Clean-up-Day. La collaboration initiée il y a trois ans avec l'Etablissement vaudois d'accueil des migrant-e-s (EVAM) pour des missions d'entretien au centre-ville s'est poursuivie avec succès.

### **Juridique**

Le travail de mise à jour et de clarification des directives municipales pour la gestion des déchets, entrepris les années précédentes a pris fin en 2020 avec l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> février, des directives relatives aux conteneurs à déchets et aux ramassages spécifiques (restes de repas et huiles usées des entreprises, et manifestations): elles permettent notamment de garantir l'égalité de traitement entre les citoyen-ne-s qui organisent des manifestations à Lausanne.

S'agissant des recours contre la taxe de base «déchets», et malgré une décision de principe favorable à la Ville de Lausanne rendue en 2019 par le Tribunal fédéral, quelques recours ont été maintenus et jugés en 2020 par la Commission de recours en matière d'impôt communal et de taxes spéciales (CCRI); ils se poursuivront donc devant les instances supérieures.

Enfin, deux conventions intercommunales ont été signées relatives à l'utilisation des déchèteries de Malley et de la Perraudettaz, et utilisées par les habitants de Prilly et Renens, respectivement par ceux de Pully et Paudex. Ces nouveaux accords formalisent un nouveau mode de calcul des frais qui prend mieux en compte les coûts réels de l'utilisation de ces infrastructures.

### **Ressources humaines**

La cellule RH a été très occupée par la gestion des effets de la crise sanitaire, notamment en raison du fait que le service a assuré la continuité de ses prestations tout au long de l'année. Diverses adaptations ont été apportées au plan des postes suite à la réflexion visant à optimiser l'organisation; elle a notamment donné lieu à des modifications ou créations de postes, ce qui a eu une incidence sur l'évolution de l'effectif (voir chiffres ci-dessus).

S'y ajoutent les nombreux recrutements liés aux différents mouvements de personnel et aux nombreux postes d'auxiliaires, qui ont été complexifiés en raison du contexte sanitaire. De plus, pour pallier les difficultés rencontrées par quelques jeunes en fin de scolarité, le service a décidé d'engager un apprenti de commerce supplémentaire dès septembre 2020. Le service a lancé une enquête de satisfaction auprès de l'ensemble du personnel dans l'optique d'optimiser sa gestion du personnel et d'améliorer en continu ses prestations; elle débuté par la division du CID. Chaque collaborateur-trice est reçu-e en entretien individuel et confidentiel par le chef de service et la responsable RH.

## **Propreté du domaine public (PDP)**

### **Secteurs de voirie**

La division a adapté son organisation du nettoyage de la ville suite à la crise sanitaire. Les tournées de balayage ont été repensées et la présence du personnel réduite (jusqu'à 35% de personnel présent) afin d'assurer les prestations minimales et de maintenir la propreté de l'espace public.

### **Evènements et opérations spéciales**

Le processus de signalement de toute anomalie constatée sur le domaine public a été optimisé afin d'améliorer la qualité de l'espace public et de répondre au mieux aux attentes de la population. Une seule et même application a été développée sous la forme d'une plateforme partagée, l'application Sentinelle, déployée avec succès dès le 2<sup>e</sup> semestre, et permet de traiter toutes les anomalies constatées (mobiliers urbains dégradés, tags, défaut de propreté, etc.), grâce à l'étroite collaboration avec le Service du cadastre. Ainsi, plus de 2'500 annonces de dégradations ont été enregistrées et traitées en 2020.

### **Tags et graffitis**

Le partenariat entre la Ville et les propriétaires privés s'est consolidé. Le secteur technique en charge du nettoyage des tags et graffitis s'est doté d'un nouveau véhicule entièrement équipé (compresseur, hydro-gommage, karcher, ...) et près de 1'200 tags ont été enlevés. La Ville a intensifié sa lutte contre les tags et graffitis grâce à une étroite collaboration avec la police dans le cadre de déprédations commises sur le domaine public. Des jeunes gens ont été interpellés pour avoir tagué de nombreuses façades de bâtiments privés et publics. Afin de réparer le préjudice subi par la Ville de Lausanne (environ CHF 60'000.-), les adolescents ont intégré les équipes de nettoyage et participé pendant la période des vacances scolaires à l'enlèvement de 110 tags sur le domaine public.

**Enlèvement des tags sur le domaine public (2016–2020)**

Nombre de tags enlevés	2016	2017	2018	2019	2020
Public	425	376	572	545	889
Privé	–	–	45	8	89
Total de prestations	425	376	617	553	978
Coût par an (CHF)	157'000.-	159'372.-	213'046.-	174'637.-	381'564.-

**Déneigement**

L'hiver 2019-2020 a été l'un des plus doux de ces dernières années. En effet, avec un cumul de 26 cm de neige seulement sur les hauts de la ville, les précipitations neigeuses ont été très épisodiques. 17 interventions ont été nécessaires pour les espaces piétons, en semaine ou le week-end, essentiellement pour le salage des trottoirs, des places et des escaliers lausannois entre le 20 décembre 2019 et le 13 mars 2020. Pour ce faire, plus d'une centaine de collaborateur-trice-s ont été intégrés dans le service de piquet de neige, en étroite collaboration et sous la direction du Service des routes et de la mobilité qui a le leadership des opérations de déneigement.

**Groupe propreté des espaces publics (GPEP)**

S'agissant de l'équipement des immeubles en conteneurs à déchets, le GPEP travaille en étroite collaboration avec le Bureau des permis de construire (BPC). Il a traité 339 dossiers et fait 65 visites in situ durant les huit premiers mois de l'année. Des injonctions de mise en conformité de l'équipement ou de sa bonne gestion ont été adressées aux gérances et propriétaires en situation de non-conformité. Une réflexion a été entreprise concernant la prestation du BPC s'agissant de l'équipement des immeubles en conteneurs à déchets et la collecte en porte-à-porte qui est de la compétence du CID. Dès lors, cette prestation a été transférée au 1<sup>er</sup> septembre 2020 au GPGD (cf. CID ci-dessous).

La loi sur les amendes d'ordre communales concernant le littering (article 17 bis du règlement général de police) a permis de sanctionner 1'473 infractions, à savoir 1'159 pour abandon de déchets au sol (dont 1'134 mégots), 4 pour mélange de déchets, 182 pour abandon de déchets de manière non conforme, 107 pour avoir craché par terre, 17 pour déjections canines et 4 pour mictions. S'agissant de l'affichage sauvage, les agent-e-s ont établi douze rapports pour infraction au règlement communal sur les procédés de réclame. Dans le cadre du confinement et des mesures de restrictions liées au Covid-19, le GPEP a par ailleurs collaboré avec les services de police pour effectuer des patrouilles combinées afin de veiller au respect des mesures mises en place.

Le GPEP a également collaboré avec le Service des parcs et domaines dans la campagne de communication «Nourrir les pigeons? Une fausse bonne action». Il a dénoncé huit infractions pour nourrissage de pigeons et salissures du domaine public à la Préfecture du district de Lausanne pour contravention à la loi sur la faune. Le personnel du GPEP a encore été sollicité dans le cadre de la manifestation publique Net'Léman.

**Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)****Collecte en porte à porte (en tonnes)**

Tonnes collectées par type de déchet	2012 (avant RGD*)	2019	2020	Écart 2020/2019	Écart 2020/2019 (%)
Ordures ménagères	42'768.26	23'382	22'520	-862	-3.7%
Papier-carton	12'812.66	10'897	9'930	-967	-8.9%
Biodéchets	4'560.06	6'996	7'560	+564	+8.1%
Verre	6'756.15	6'214	6'210	-4	-0.1%
<b>Total</b>	<b>66'897.13</b>	<b>47'489</b>	<b>46'220</b>	<b>-1'270</b>	<b>-2.7%</b>

\*règlement communal sur la gestion des déchets

Les tournées de collecte en porte à porte se sont poursuivies sans interruption, y compris pendant la période de semi-confinement de la mi-mars à début mai. Le bilan laisse apparaître une diminution d'environ 4% des quantités d'ordures ménagères collectées (-860 tonnes) et de 9% des papiers et cartons (env. -970 tonnes), alors que les quantités de biodéchets (crus et cuits mélangés) progressent de plus de 8% (env. +560 tonnes). La baisse des tonnages d'ordures ménagères a été observée principalement pendant la période de semi-confinement. Il en va de même pour le papier et le carton en raison de la diminution d'activité du commerce de détail. Les tonnages de biodéchets collectés progressent, notamment grâce à l'intégration des déchets cuits dans la filière de biométhanisation depuis 2018. Le taux de non-conformité des déchets collectés en 2020 est resté stable par rapport à 2019, soit 1.91%, ce qui est toujours en-dessous du taux maximum de 3% fixé dans le concept régional du sac taxé.

L'évacuation par le rail des biodéchets à destination des deux exutoires de biométhanisation de Lavigny et Chavornay – introduite en mai 2019 dans un souci de protection de l'environnement – s'est poursuivie en 2020.

### **Autres prestations de collecte**

La collecte et le traitement des lavures (restes de repas dans les restaurants et cantines) par biométhanisation se sont poursuivis en partenariat avec des entreprises. Les quantités collectées, soit 1'070 tonnes, sont inférieures de 40% à leur niveau de 2019, en raison de la fermeture prolongée des restaurants suite à la pandémie. Cette évolution vaut également pour les huiles végétales collectées qui diminuent de 28% pour atteindre 43 tonnes.

Les prestations de collecte des déchets des manifestations a également connu une forte baisse en raison de l'annulation de la plupart d'entre elles, dès la mi-mars. La diminution de la charge de travail associée a permis de réallouer ces ressources à d'autres tâches, notamment au soutien des tournées de collecte régulières des déchets ménagers.

### **Déchèteries fixes et mobiles**

Les déchèteries fixes sont restées fermées au public entre le 16 mars et le 4 mai 2020, et les déchèteries mobiles entre le 16 mars et le 18 mai 2020 avec pour conséquence une diminution du nombre de passages par rapport à 2019. La déchèterie industrielle de Malley a continué à fonctionner pendant cette période avec un horaire réduit de 8h à 11h45 de façon à assurer un exutoire pour les entreprises.

Le nombre de passages annuels dans les cinq déchèteries fixes lausannoises avoisine 180'000, soit une baisse de 9% par rapport à 2019. La fréquentation du réseau des 29 déchèteries mobiles dans les quartiers lausannois représente quelque 37'600 passages, et est inférieure de 23% au niveau 2019.

### **Evolution des prix des matières valorisées**

L'augmentation de la volatilité du prix des matières, amorcée en 2019, s'est poursuivie en 2020. Certaines d'entre elles, tel le papier, le carton, le fer blanc et le plastique, qui faisaient encore l'objet d'une rétrocession en 2019 – ou d'une reprise sans frais pour le plastique – sont devenues payantes; une diminution des rétrocessions a également été constatée pour les métaux ferreux. Ces évolutions ont péjoré les recettes du CID et engendré d'importantes charges non budgétées.

### **Electrification de la flotte de véhicules**

Conformément à la volonté municipale de réduire autant que possible la pollution automobile et les nuisances sonores du parc de véhicules communaux, le service a fait l'acquisition de deux camions de collecte équipés d'une benne électrifiée permettant de diminuer les nuisances sonores liées à la compression des déchets, ainsi que la consommation de carburants fossiles. Par ailleurs, deux véhicules thermiques légers ont été remplacés par des équivalents électriques.

### **Groupe propreté et gestion des déchets (GPGD)**

Le GPGD a été mobilisé aux côtés du Corps de police pendant le semi-confinement afin d'assurer le respect des directives de l'Office fédéral de la santé publique.

### **UVTD TRIDEL – Mandat d'exploitation de l'usine**

L'usine TRIDEL S.A a fonctionné à sa pleine capacité et valorisé environ 179'500 tonnes de déchets malgré la crise sanitaire; ce chiffre est stable depuis plus de cinq ans.

Les quantités acheminées par train (en bennes ACTS) depuis les différentes gares réparties dans les périmètres de gestion sont restées stables, avec environ 79'000 tonnes. Une partie ayant été livrée à d'autres usines pendant les révisions à l'usine, ce sont finalement environ 75'000 tonnes qui ont été livrées en bennes à TRIDEL S.A. En 2020, 240 bennes ont été nettoyées et contrôlées (280 en 2019).

La valorisation du bois de forêt s'est poursuivie, en collaboration avec d'autres services communaux (Parcs et domaines, Services industriels, Routes et mobilité), mais les quantités valorisées sont en baisse: environ 2'300 tonnes de plaquettes contre environ 4'000 en 2019. TRIDEL S.A. ne disposant plus de capacité suffisante pour traiter ces matières qui devront être valorisées dans des chaufferies industrielles dans le futur, la collaboration devrait prendre fin d'ici une ou deux années.

Les révisions des lignes d'incinération se sont à nouveau déroulées à tour de rôle, sur cinq semaines, du 25 mai à fin juin, vu les avantages apportés par cette nouvelle organisation introduite en 2019. Aussi, un stock de quelques 4'000 tonnes de déchets mis en balles a été constitué en juin dernier, en collaboration avec le périmètre VALORSA sur le site de Penthaz. Il sera utilisé dans les premiers mois de 2021 pour assurer un fonctionnement à pleine charge des lignes et permettre une production d'énergie thermique maximale.

La révision du turbogroupe, après 100'000 heures de fonctionnement, s'est bien déroulée; les travaux réalisés par la société Siemens ont duré plus longtemps que prévu en raison, notamment, de la crise sanitaire. Les heures de fonctionnement sont en baisse (6'271 heures en 2020, contre 8'496 en 2019), ainsi que la quantité d'énergie électrique vendue aux Services industriels, avec 56.3 GWh contre 69.8 en 2019. Le rendement



énergétique moyen baisse à 59% (63% en 2019), mais reste l'un des plus élevés de Suisse et s'explique principalement par la révision du turbogroupe.

D'une manière générale, l'exploitation des deux lignes d'incinération s'est bien déroulée. Les heures de fonctionnement sont en légère baisse pour la ligne 1 (8'111 heures en 2020 contre 8'208 en 2019) et stables pour la ligne 2 (8'122 heures en 2020 contre 8'131 heures en 2019).

La récupération d'énergie dans les gaz de fumées a été opérationnelle pour la première fois sur une année civile complète. En raison des travaux de révision du turbogroupe, la quantité d'énergie thermique vendue aux Services industriels est en baisse par rapport à 2019: 293.9 GWh d'énergie thermique contre 311.9 GWh. Ces quantités représentent l'équivalent de la consommation de chaleur de plus de 25'000 ménages. Les installations de production d'énergie ont très bien fonctionné durant toute l'année et le nombre d'heures de fonctionnement de la production d'énergie thermique est stable (8'547 heures en 2020, contre 8'533 en 2019) avec une disponibilité très élevée.

Pour les chaudières, les tubes du surchauffeur N° 3 de la ligne 2 ont été complètement remplacés durant la révision. La même opération aura lieu sur la ligne 1 en 2021. Les contrôles effectués en 2020 par l'Association suisse d'inspection technique (ASIT) se sont concentrés sur la chaudière de la ligne 2.

## Gedrel S.A.

La direction du service assure la gestion administrative de la société GEDREL S.A., périmètre de gestion des déchets qui compte 12 communes actionnaires, dont la Ville de Lausanne. Les travaux de secrétariat ont représenté 251.5 heures (304 en 2019), intégralement facturées à la société. La gestion comptable a été effectuée par la comptabilité de la direction, laquelle facture directement ses prestations à GEDREL S.A. Les appels vers la ligne de téléphone info-déchets (N° d'appel gratuit 0800 804 806), reliée au CID, ont explosé, passant de 6'959 en 2019 à 11'978 en 2020, les appels relatifs aux questions de gestion des déchets étant redirigés vers la ligne info-déchets durant la période de semi-confinement et les bureaux de l'administration communale étant fermés.

Deux représentants du service participent également aux séances de la cellule financière afin de consolider les tonnages collectés par chaque commune et gérer la rétrocession des montants encaissés avec la vente des sacs taxés. Les communes du périmètre ont toutes adhéré au concept harmonisé de la taxe au sac.

Cette année, GEDREL S.A. a encore apporté son soutien au Lausanne Hockey Club et au Lausanne-Sports.

Depuis 2017, les actions de sensibilisation organisées dans les classes des écoles hors Lausanne sont gérées par la Coopérative COSEDEC. La brochure de sensibilisation s'adresse uniquement aux élèves lausannois-e-s: 91 classes ont ainsi bénéficié de ces animations en 2020. Les visites de l'usine TRIDEL S.A. sont quant à elles toujours proposées à toutes les écoles du périmètre de GEDREL S.A. et 111 visites ont ainsi été organisées durant l'année, certaines visites ayant cependant dû être annulées en raison de la crise sanitaire.

Enfin, en 2020, les comptes de la société ont été audités par le Contrôle des finances de la Ville de Lausanne. Les résultats de l'audit sont positifs avec quelques recommandations que le Conseil d'administration a prises en considération et mettra en place dès 2021.

# Service achat et logistique ville (SALV)

## Principales missions du service

### Direction/Administration

- direction du service et gestion du personnel des trois sites (Malley, Vigie et Bousens)
- développement d'une politique d'achat responsable, durable et économique pour la Ville
- présidence de la Commission d'achat Ville (CAV)
- coordination des projets
- gestion du plan mobilité Lausanne (PML)

### Achat et approvisionnement

- achats de matériel pour les réseaux électricité, eau, gaz, chauffage à distance et multimédia
- achats de matériels divers pour tous les services de la Ville (matériel CAV)
- gestion de l'approvisionnement des services au travers de la plateforme LausaShop
- coordination de l'achat des véhicules à l'usage des services

**Assurances choses et patrimoine**

- gestion et suivi des contrats pour l'ensemble des services de la Ville
- traitement des annonces de sinistres/ouverture de dossiers
- soutien technique et juridique/instruction des dossiers
- contacts et pourparlers avec les assureurs
- constat/établissement de rapport
- calculs de dommages et demandes de prétentions pour le compte des services
- négociation et entretien avec les partenaires internes ou externes
- défense des intérêts de la ville et vérification de la justification de l'indemnité des assureurs

**Magasin et stock**

- réception et stockage des marchandises sur les sites de Malley et de Bousens
- gestion de stocks de maintenance pour les réseaux anciens
- préparation des marchandises en fonction des commandes des services et des chantiers

**Transport et gestion des données**

- livraison, sur chantier, du matériel de réseau
- livraison, auprès de tous les services de la Ville, des marchandises commandées sur la plateforme centralisée
- gestion du garde-meubles communal
- prestations diverses de déménagement, transport et manutention pour l'ensemble de la Ville
- formation des conducteur-trice-s d'élévateurs pour toute l'administration
- administration et développement de la plateforme informatique de commande LausaShop
- gestion des projets informatiques du service et de la CAV
- facturation des marchandises commandées aux services communaux

**Garage et conciergerie**

- entretien du parc des véhicules et engins des Services industriels et du Service de l'eau
- gestion d'un pool de véhicules de remplacement à disposition des services
- participation partielle au processus d'achat des véhicules légers de toute la Ville
- entretien des bâtiments, locaux et installations techniques (sites de Malley et Bousens)

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Achats & approvisionnement	8.50	8.50	7.90	7.90
Assurances choses & patrimoine	2.00	2.00	2.00	1.00
Direction (SALV)	5.00	4.00	5.70	5.70
Entretien véhicules & bâtiment	8.03	7.63	8.63	8.63
Magasin	6.00	6.00	6.00	6.00
Transport et gestion de données	10.00	10.00	10.00	10.00
<b>Total service</b>	<b>39.53</b>	<b>38.13</b>	<b>40.23</b>	<b>39.23</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+0.70</b>

\*Transfert du PML du SPEL au SALV

**Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Achats & approvisionnement	9	8.50	8	7.90
Assurances choses & patrimoine	2	2.00	1	1.00
Direction (SALV)	4	4.00	7	5.70
Entretien véhicules & bâtiment	9	7.63	10	8.63
Magasin	6	6.00	6	6.00
Transport et gestion de données	10	10.00	10	10.00
<b>Total service</b>	<b>40</b>	<b>38.13</b>	<b>42</b>	<b>39.23</b>

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Apprenti·e·s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Entretien véhicules & bâtiment	1	2
Magasin	5	6
<b>Total service</b>	<b>6</b>	<b>8</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	2	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>

**Evènements marquants**

2020 a été très fortement marqué par la crise du Covid-19; en termes d'achats, il a fallu trouver rapidement des solutions d'approvisionnement pour les équipements de protection individuelle (EPI): masques, gants, produits de désinfection (solutions hydro-alcooliques et désinfectants de surfaces) et nouveau matériel, comme les écrans en plexiglas. La logistique a également été impactée, avec des effectifs réduits fortement touchés par des situations de personnes vulnérables.

Lors de la première vague, le SALV a maintenu le fonctionnement de l'ensemble de ses activités, avec la mise en place du télétravail pour les postes qui s'y prêtent (postes administratifs, acheteur·euse·s, approvisionneur·euse·s) et en présentiel pour la majorité des métiers de la logistique, sous forme de tournus. Dès le début de la pandémie, le SALV a été étroitement associé à la cellule DIAM, ce qui a permis d'être très réactif.

Lors de la deuxième vague, l'ensemble des collaborateur·trice·s de la chaîne logistique et entretien (magasin & stock, transports, garde-meubles, garage et conciergerie) ont travaillé en présentiel, le télétravail étant réactivé en moyenne 4 jours sur 5 pour les postes qui s'y prêtent.

Après une situation globale de pénurie sur les produits de première nécessité, les filières d'approvisionnement et les stocks sont désormais sécurisés et le SALV a intégré la cellule de suivi COVID.

Au-delà de cet événement extraordinaire, le SALV a pu continuer ses missions de service transversal, notamment par le biais de collaborations et d'accompagnement accrus auprès de la quasi-totalité des services.

## Principales activités 2020

### Direction/Administration

Pleinement associé à la mise en place du Plan climat lausannois, le service a poursuivi de manière encore plus proactive la politique écologique et économique en termes de mobilité interne en systématisant l'acquisition de véhicules propres lors des remplacements à chaque fois qu'une solution est disponible sur le marché, en axant prioritairement sur les véhicules légers mais cette politique est aussi désormais valable pour un nombre croissant de véhicules lourds et spéciaux.

Le SALV a également accentué sa politique active en termes d'apprentissage, en formant huit apprenti-e-s, soit un de plus qu'en 2019 en tant que logisticien-ne (6), agent-e de maintenance (1) et mécanicien-ne (1).

Le service assume également son rôle dans l'insertion ou la réinsertion de personnes, que ce soit dans le cadre de postes de stagiaires d'Emploi Lausanne ou de réinsertions en coopération avec l'assurance-invalidité et participe, également au projet LIFT en accueillant un jeune écolier une demi-journée par semaine.

### Plan mobilité Lausanne (PML)

Le PML est rattaché au SALV depuis septembre 2020, marquant ainsi la volonté de mener des politiques concertées de mobilité interne, d'acquisition et de rationalisation de la flotte.

La crise sanitaire 2020 et surtout le semi-confinement de mars à juin a provoqué une nette diminution des déplacements en transports publics tant professionnels que pendulaires. Les trajets professionnels en véhicules Mobility ont ainsi diminué de moitié.

	Nombre de bons Mobilis (état au 30.11.2020) (contribution pour l'achat d'un abonnement annuel de transports publics)	Nombre de kit vélo
Déplacements pendulaires	1'121 (1'327 à fin 2019)	50 (50 à fin 2019)

	CFF – coûts (état au 30.11.2020)	Cartes TL prépayées	Réservation véhicules Mobility – coûts (état au 30.11.2020)	Flotte vélos et e-bikes
Déplacements professionnels	CHF 42'767.20 (CHF 125'292.75 fin 2019)	832 (1'295 en 2019)	CHF 46'374.50 (CHF 82'708.25 fin 2019)	181 (174 en 2019) (+10 achats contre +7 en 2019)

L'opération Bike to work qui connaissait un vif succès ces dernières années avec un nombre croissant de participant-e-s a également fléchi suite à la crise sanitaire, avec l'inscription de 39 équipes contre 47 en 2019.

## Achats et approvisionnement

Les différentes actions entreprises ont permis de continuer à contribuer activement à l'amélioration du bilan écologique de la Ville en favorisant une politique de développement durable ambitieuse et conforme aux objectifs généraux dans le cadre des appels d'offre gérés par le SALV, tout en réalisant d'importantes économies, le tout sans péjorer ni le confort ni le travail des collaborateur-trice-s. La mise en œuvre de nouveaux projets favorisant l'économie circulaire détaillés ci-dessous ont considérablement contribué à atteindre les objectifs 2020.

Le service a également poursuivi la centralisation de nouveaux portefeuilles de produits et de prestations, en optimisant la durabilité des acquisitions et en réduisant le nombre d'articles référencés, en coopération avec les services utilisateurs.

Principales réalisations en 2020:

- acquisition de 19 véhicules légers (dont 8 véhicules 100% électriques) pour un montant de CHF 636'000.- TTC;

- autres véhicules:
  - marché ouvert pour des véhicules de police;
  - appel d'offre pour un camion nacelle 10T;
  - accompagnement pour l'acquisition de 2 camionnettes grues;
- identification de nouveaux portefeuilles permettant de travailler sur de nouveaux potentiels de synergies;
- accompagnement de projets de la Ville, notamment sur les Axes forts (début de réalisation 2021) et l'écoquartier des Plaines-du-Loup;
- accompagnement d'appels d'offres spécifiques à certains services tels que les appels d'offre pour la restauration collective pour le Service d'accueil de jour de l'enfance, pour le personnel temporaire de l'éclairage public (Service production) ou pour les agences de sécurité pour le Service social Lausanne;
- accent mis sur la stratégie visant à favoriser l'économie circulaire en faisant l'acquisition de machines de seconde main dans des entreprises régionales, ainsi que de très importantes quantités de mobilier (administratif ou de bureau) d'excellente qualité et en recyclant également du mobilier à l'interne;
- prise en main des achats des produits en lien avec la pandémie, recherches de ressources alternatives pour éviter les pénuries;
- mise en place d'une stratégie d'approvisionnement pour les produits en lien avec la pandémie, avec un suivi journalier des stocks ainsi que de l'évolution des mesures impactant les consommations en lien avec l'Etat-major DIAM.

## Assurances chose et patrimoine

L'année 2020 a été marquée par la préparation puis le lancement de l'appel d'offres pour le courtage de la gestion des polices d'assurances choses et patrimoine, à l'exception de la gestion des sinistres et des assurances dans le domaine de la culture (musées, expositions temporaires), qui demeurera sous gestion interne. Le marché a été attribué en décembre et le courtage sera effectif dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Charges sinistres pour les branches responsabilité civile:

- préjudices causés à des tiers (risque RC générale de la commune): CHF 44'193.01\* sur 36 cas (CHF 27'248.66 en 2019);
- distribution d'eau: 30\* cas; préjudices causés à des tiers annoncés CHF 371'860.- (27 cas, CHF 460'015.40 en 2019);
- nombre de sinistres enregistrés sur les véhicules à moteur: 218\* cas (300 en 2019), charge de préjudice à des tiers occasionné avec les véhicules: CHF 105'096.95;
- dommages aux véhicules et engins communaux à charge de la Ville, après déduction des prestations d'assurances ou de tiers responsable (risque casco): CHF 31'006.13\* (CHF 67'033.60 en 2019).

Autres branches:

115\* sinistres enregistrés en 2020 pour un préjudice total de CHF 1'243'415.15, incluant l'assurance chantier, contre 241 sinistres enregistrés en 2019 pour un préjudice total de CHF 256'437.21 (assurance chantier non comprise), qui se déclinent comme suit et ne concernent aucun événement majeur:

- dommages à la propriété: 77\* cas; solde à charge Ville après déduction des remboursements de tiers responsable: CHF 26'422.40;
- incendie et éléments naturels: 9\* cas; (dommages devisés à CHF 1'061'915.65 en l'état sur les cas en suspens);
- dégâts d'eau bâtiment: 10\* cas (CHF 5'621.55);
- matériel IT & technique: 6\* cas (CHF 6'880.10);
- musées: 3\* cas (CHF 2'575.45);
- chantiers: 10 cas\* (devisés à env. CHF 140'000.-).

\* Etat au 8 décembre 2020.

## Logistique et finances

### Magasin

Le site de Boussens, est maintenant complètement sécurisé, avec la pose de quatre caméras, et dorénavant doté d'un chariot-élévateur pour déplacer les containers.

Le nombre de containers, sur le site de Boussens, est passé à plus de 150 containers de 20 pieds, dont le volume de stockage est de 33 m<sup>3</sup> par unité.

### Transport et gestion des données

La fourniture de produits destinés à la protection contre le virus a été organisée hors du flux habituel et permet de garantir le bon approvisionnement des marchandises aux services.

Mobilier d'occasion: une entreprise installée à Lausanne ayant libéré ses locaux, le SALV a pu récupérer tout le mobilier de bureau, voué à la destruction. Ces meubles, de très bonne qualité, seront revendus aux services de la Ville à un prix inférieur à 20% de la valeur à neuf.

### Garage

Pendant la première vague du Covid-19, le garage a travaillé en mode piquet. Le reste de l'année a été conforme aux années précédentes, sans événement majeur.

### Conciergerie

L'unité conciergerie a un nouvel apprenti agent d'exploitation, pour une durée de formation de 3 ans.